

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

Marahiti 127
N° 2

TE VEA A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 31
no Tenuare 1978

Cours Franc Pacifique	Polynésie française	France et territoires français d'outre-mer		Etranger		Annonces et avis :
		Voie maritime	Voie aérienne	Voie maritime	Voie aérienne	
Prix d'un exemplaire	100	120	150	130	180	Annonces judiciaires, commerciales et annonces diverses : la ligne 100 fr.
Abonnement : six mois	1.200	1.440	1.800	1.560	2.160	Les mêmes renouvelées : la ligne . . . 40 fr.
un an	2.200	2.680	3.400	3.000	4.120	Publications de sociétés philanthro- piques, littéraires, scientifiques, spor- tives, coopératives, syndicales, etc... la ligne 70 fr.

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie et sont payables d'avance - C.C.P. N° 1139
Les annonces doivent parvenir à l'Imprimerie au plus tard 6 jours ouvrables avant la parution du Journal - B.P. N° 117.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

	Pages
1977 24 nov. Décret n° 77-1313 relatif à l'application de la loi n° 77-441 du 27 avril 1977 portant dérogations, en ce qui concerne certains marins des départements d'outre-mer et du territoire d'outre-mer de la Polynésie française, à diverses dispositions du code des pensions de retraite des marins et du décret-loi du 17 juin 1938. (Arrêté de promulgation n° 188 AA du 16 janvier 1978).	47
8 déc. Loi organique n° 77-1339 modifiant l'ordonnance n° 58-1065 du 7 novembre 1958 portant loi organique relative à la composition et à la durée des pouvoirs de l'assemblée nationale (territoires d'outre-mer). (Arrêté de promulgation n° 76 AA du 6 janvier 1978).	48
8 déc. Loi n° 77-1340 modifiant l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 et la loi n° 66-1023 du 29 décembre 1966 relatives à l'élection des députés à l'assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 76 AA du 6 janvier 1978).	48

TEXTES OFFICIELS PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

1977 28 déc. Loi n° 77-1447 portant réforme du titre IV du livre Ier du code civil : Des absents. (J.O. R.F. du 29 décembre 1977, page 6215).	49
---	----

29 déc. Arrêté interministériel portant répartition des produits de l'émission entre les territoires français du Pacifique. (J.O.R.F. du 31 décembre 1977, page 6378).	51
1978 3 janv. Arrêté interministériel autorisant l'ouverture de concours pour le recrutement de gardiens de la paix, fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française. (J.O.R.F. du 8 janvier 1978, page 218).	52
1977 15 déc. Décret portant acquisition de la nationalité française. (Extraits).	52

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

1977 22 mars Délibération n° 77-51 habilitant le chef du territoire à signer une convention de prêt avec la caisse des dépôts et consignations.	52
28 sept. Arrêté n° 4811 AA rendant exécutoire la délibération n° 77-102 du 15 septembre 1977 de la commission permanente de l'assemblée territoriale, habilitant le haut-commissaire à signer une convention de prêt avec la caisse des dépôts et consignations.	53
20 oct. Arrêté n° 5123 AA rendant exécutoire la délibération n° 77-107 du 29 septembre 1977 de la commission permanente de l'assemblée territoriale, habilitant le chef du territoire à signer une convention de prêt avec la caisse des dépôts et consignations (bâtiments du service de l'économie rurale).	54
27 déc. Arrêté n° 407 SGA rendant exécutoire la délibération n° 18/77 du 8 novembre 1977 du conseil d'administration du port autonome modifiant les tarifs de la cale de halage.	55

29 déc.	Arrêté n° 6202 AA rendant exécutoires les délibérations n°s 77-125 et 77-126 du 25 novembre 1977 de la commission permanente de l'assemblée territoriale : - accordant l'aval du territoire à la société d'équipement de Tahiti et des îles (S.E.T.I.L.) (lotissement économique Erima); - habilitant le chef du territoire à signer une convention de prêt avec la caisse des dépôts et consignations (lotissement économique d'Erima).	56
1978 5 janv.	Arrêté n° 28 TPMIA portant modification du plan des transports publics routiers de voyageurs établi pour l'île de Tahiti.	56
6 janv.	Arrêté n° 81 FE portant imputation budgétaire des soldes et accessoires de solde de divers fonctionnaires en service en Polynésie française.	57
9 janv.	Arrêté n° 85 BAC autorisant le versement d'acomptes provisionnels aux communes au titre de l'exercice 1978.	58
9 janv.	Arrêté n° 87 AA rendant exécutoire la délibération n° 77-127 du 25 novembre 1977 de la commission permanente de l'assemblée territoriale, accordant l'exonération de droits fiscaux d'entrée à l'importation de matériels destinés à la rénovation et à l'extension du réseau téléphonique de Tahiti.	59
10 janv.	Arrêté n° 102 SG portant création d'un bureau technique des communes.	59
12 janv.	Décision n° 36 ER relative à l'organisation du service de l'économie rurale.	60
12 janv.	Décision n° 37 TLS complétant l'arrêté n° 1408 IT du 13 octobre 1956 fixant les règles relatives aux opérations financières et comptables de la caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française.	60
12 janv.	Arrêté n° 38 AE constatant la valeur locative de base du mètre carré en application au cours de l'année 1978.	61
12 janv.	Décision n° 39 AE portant fixation des marges à la revente des pommes de terre de production locale.	61
12 janv.	Arrêté n° 41 AA autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'association sportive " Phénix ".	61
12 janv.	Arrêté n° 159 FT accordant une avance sur subvention à l'institut de recherches médicales Louis Malardé.	62
13 janv.	Arrêté n° 172 FT accordant une avance sur subvention au musée de Tahiti et des îles.	62
13 janv.	Arrêté n° 181 FT accordant une subvention à l'association des étudiants de Tahiti.	62
13 janv.	Arrêté n° 182 AA rendant exécutoire la délibération n° 77-138 du 22 décembre 1977 de l'assemblée territoriale, accordant l'aval du territoire à un emprunt destiné au financement de l'acquisition d'un navire pour la desserte de Moorea (société Tahiti-Moorea-Service).	62
16 janv.	Arrêté n° 187 TP/D portant mise en régie des travaux de réfection de chaussée et d'assainissement de la route de ceinture côte Est de Tahiti, Marché n° 76-029 du 5 février 1976. Titulaire : société tahitienne de dragages - Atger Edwin gérant.	63
16 janv.	Arrêté n° 201 AA rendant exécutoire la délibération n° 77-139 du 22 décembre 1977 de l'assemblée territoriale, portant exonération des droits d'enregistrement et de transcription les remplois d'indemnités versées dans le cadre d'une expropriation pour cause d'utilité publique.	64
16 janv.	Arrêté n° 202 AA rendant exécutoire la délibération n° 77-140 du 22 décembre 1977 de l'assemblée territoriale, habilitant le chef du territoire à signer une convention de prêt avec la caisse centrale de coopération économique (construction d'un wharf à Taiohae - Marquises).	64
17 janv.	Arrêté n° 42 TP ordonnant le dépôt et la publication des plans parcellaires des terrains nécessaires à la construction d'un ensemble de direction d'administration de formation initiale et permanente, de documentations et de recherches de l'enseignement territorial (école normale, service de l'enseignement territorial, centre territorial de recherches et de documentations pédagogiques - annexes).	65
17 janv.	Arrêté n° 233 FT accordant une subvention au syndicat des travailleurs de recrutement local du SAOM.	66
18 janv.	Arrêté n° 256 BAC modifiant la liste des centimes additionnels aux contributions locales perçus au profit des budgets communaux.	66
19 janv.	Arrêté n° 268 FT portant ouverture de crédits provisoires au titre du budget territorial ordinaire de l'exercice 1978.	66
	Additif n° 86 FT du 9 janvier 1978 à l'arrêté n° 6132 FT du 23 décembre 1977 portant ouverture de crédits provisoires au titre du budget territorial ordinaire, exercice 1978.	70
	Rectificatif à l'arrêté n° 190 S du 14 octobre 1977 portant réglementation de l'école territoriale d'infirmiers et d'infirmières (publié au J.O.P.F. du 15 novembre 1977, n° 24, page 1003).	70
	Extraits.	70
<hr/>		
ACTES MUNICIPAUX		
<hr/>		
Commune de Punaauia		
<hr/>		
1977 28 déc.	Délibération municipale n° 35-77 modifiant l'article 2 de la délibération n° 45/73 du 1er décembre 1973.	75
<hr/>		
SERVICE DES AFFAIRES ECONOMIQUES		
<hr/>		
1978 17 janv.	Décision n° 16 AE homologuant le prix de vente au détail des cigarettes et cigares.	75

AVIS OFFICIELS

Service de l'aviation civile :

- a) Ordonnance d'expropriation n° 31 concernant les parcelles de terres nécessaires aux travaux de construction de l'aérodrome de Apataki (archipel des Tuamotu-Gambier) 76
- b) Ordonnance d'expropriation n° 32 concernant les parcelles de terres nécessaires aux travaux de construction de l'aérodrome de Tatakoto (archipel des Tuamotu-Gambier). 76

Service des affaires économiques.— Prix des matériaux de construction constatés par la commission d'officialisation des prix industriels au 4e trimestre 1977. 79

Service de l'aménagement et de l'urbanisme.— Communiqué relatif à une demande d'autorisation de lotir une partie de la terre " Tepohue " sise dans la section de Haapiti (Moorea). 79

Enquêtes de commodo et incommodo :

- M. Alexandre Lehartel (Papara). 80
- S.A. Brasserie de Tahiti (section de Teavaro - Moorea). 80
- M. Leegnig Ly Sao (Papenoo). 80
- M. Emile Claret (Hitiaa O Te Ra). 80

Service des douanes.— Cours des changes. 81

PARTIE NON OFFICIELLE

- Annonces judiciaires. 81
- Annonces diverses. 83

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRETE n° 188 AA du 16 janvier 1978 promulguant un acte du pouvoir central.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment son article 64 ;

Vu la loi n° 77-441 du 27 avril 1977 portant dérogations, en ce qui concerne certains marins des départements d'outre-mer et du territoire d'outre-mer de la Polynésie française, à diverses dispositions du code des pensions de retraite des marins et du décret-loi du 17 juin 1938, promulguée par arrêté n° 2264 AA du 9 mai 1977 ;

Le conseil de gouvernement informé en sa séance du 11 janvier 1978,

Arrête :

Article 1er.— Est promulgué dans le territoire pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

- le décret n° 77-1313 du 24 novembre 1977 relatif à l'application de la loi n° 77-441 du 27 avril 1977 portant

dérogations, en ce qui concerne certains marins des départements d'outre-mer et du territoire d'outre-mer de la Polynésie française, à diverses dispositions du code des pensions de retraite des marins et du décret-loi du 17 juin 1938.

(J.O.R.F. n° 277 du 30 novembre 1977 — page 5596).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 16 janvier 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,

J.-R. GARNIER.

DECRET n° 77-1313 du 24 novembre 1977 relatif à l'application de la loi n° 77-441 du 27 avril 1977 portant dérogations, en ce qui concerne certains marins des départements d'outre-mer et du territoire d'outre-mer de la Polynésie française, à diverses dispositions du code des pensions de retraite des marins et du décret-loi du 17 juin 1938.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, du ministre délégué à l'économie et aux finances, du ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire et du ministre de la santé et de la sécurité sociale ;

Vu le code des pensions de retraite des marins ;

Vu le décret-loi du 17 juin 1938 modifié relatif à la réorganisation et à l'unification du régime d'assurance des marins ;

Vu la loi n° 77-441 du 27 avril 1977 portant dérogations, en ce qui concerne certains marins des départements d'outre-mer et du territoire d'outre-mer de la Polynésie française, à diverses dispositions du code des pensions de retraite des marins et du décret-loi du 17 juin 1938 ;

Le Conseil d'Etat (section sociale) entendu,

Décrète :

Article 1er.— Les navigations prévues à l'article 1er de la loi susvisée du 27 avril 1977 sont la navigation à la petite pêche et la navigation à la pêche côtière.

Le taux de la réduction prévu à ce même article est fixé à 50 p. 100.

Art. 2.— La durée minimum des services prévue à l'article 2 de la loi susvisée du 27 avril 1977 est fixée à quinze ans.

Les services ayant donné lieu à la réduction prévue à l'article 1er de la loi susvisée du 27 avril 1977 sont rémunérés par une pension ou allocation sur la caisse de retraites des marins, calculée conformément aux dispositions de l'article R. 13 du code des pensions de retraite des marins, sous déduction d'un abattement de 50 p. 100.

En cas de liquidation d'une pension d'ancienneté avec abattement d'annuités dans les conditions prévues à l'article R. 13 du code des pensions de retraite des marins, cet

abattement est réalisé par réduction proportionnelle des durées de services ayant donné lieu à cotisation à taux normal et à taux réduit.

La réduction des prestations visées à l'article 2 (2° et 3°) de la loi susvisée du 27 avril 1977 est fixée à 50 p. 100.

Art. 3.— Le présent décret prendra effet à compter du 1er mai 1977.

Art. 4.— Le ministre de l'intérieur, le ministre délégué à l'économie et aux finances, le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, le ministre de la santé et de la sécurité sociale, le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 novembre 1977.

Raymond BARRE.

Par le Premier ministre :

*Le ministre de l'équipement
et de l'aménagement du territoire,*

Fernand ICART.

Le ministre de l'intérieur,

Christian BONNET.

Le ministre délégué à l'économie et aux finances,

Robert BOULIN.

Le ministre de la santé et de la sécurité sociale,

Simone VEIL.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur

(Départements et territoires d'outre-mer),

Olivier STIRN.

*Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement
et de l'aménagement du territoire (Transports),*

Michel CAVAILLÉ.

ARRETE n° 0076 AA du 6 janvier 1978 promulguant des actes du pouvoir central.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment ses articles 63 et 64 ;

Le conseil de gouvernement informé dans sa séance du 28 décembre 1978,

Arrête :

Article 1er.— Sont promulguées dans le territoire pour y être exécutées selon leur forme et teneur : - la loi organique n° 77-1339 du 8 décembre 1977 modifiant l'ordonnance n° 58-1065 du 7 novembre 1958 portant loi orga-

nique relative à la composition et à la durée des pouvoirs de l'Assemblée nationale (territoires d'outre-mer) ; - la loi n° 77-1340 du 8 décembre 1977 modifiant l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 et la loi n° 66-1023 du 29 décembre 1966 relatives à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer.

J.O.R.F. n° 285 du 9 décembre 1977, page 5727.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 6 janvier 1978.

Paul COUSSERAN.

LOI organique n° 77-1339 du 8 décembre 1977 modifiant l'ordonnance n° 58-1065 du 7 novembre 1958 portant loi organique relative à la composition et à la durée des pouvoirs de l'Assemblée nationale (territoires d'outre-mer).

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Conseil constitutionnel a déclaré conforme à la Constitution,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique.— L'article 1er de l'ordonnance n° 58-1065 du 7 novembre 1958 portant loi organique relative à la composition et à la durée des pouvoirs de l'Assemblée nationale est ainsi modifié :

« Art. 1er.— Le nombre des députés à l'Assemblée nationale est de cinq pour les territoires d'outre-mer ».

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 8 décembre 1977.

Valéry GISCARD D'ESTAING.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

Raymond BARRE.

Le ministre de l'intérieur,
Christian BONNET.

LOI n° 77-1340 du 8 décembre 1977 modifiant l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 et la loi n° 66-1023 du 29 décembre 1966 relatives à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer.

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er.— L'article 2 de l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 2.— Le territoire des îles Wallis et Futuna forme une circonscription unique.

« Le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et le territoire de la Polynésie française comportent chacun deux circonscriptions électorales déterminées conformément au tableau annexé à la présente loi.

« Le nombre de députés dans chaque circonscription est déterminé conformément au tableau ci-après :

Circonscriptions électorales	Nombre de députés à élire
Iles Wallis et Futuna	1
Nouvelle-Calédonie et dépendances :	
1ère circonscription et ressortissants français des Nouvelles-Hébrides	1
2e circonscription	1
Polynésie française :	
1ère circonscription	1
2e circonscription	1

La présente loi prendra effet à compter de la date de renouvellement de l'Assemblée nationale.

Art. 2.— 1.— Les articles 3 et 6 (2e alinéa) de l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer sont abrogés.

II.— A l'article 9 de la même ordonnance, les mots « ...ou la liste de candidats... » sont supprimés.

III.— L'article 12 de la même ordonnance est ainsi rédigé :

« Art. 12.— Les assesseurs sont désignés par les candidats en présence, conformément aux dispositions ci-dessous :

« Lorsque au plus trois candidats sont en présence, chacun des candidats désigne deux assesseurs pris parmi les électeurs de la commune ou de la circonscription administrative sachant lire et écrire.

« Dans le cas où le nombre de candidats en présence est supérieur à trois, chacun des candidats désigne un assesseur pris parmi les électeurs de la commune ou de la circonscription administrative sachant lire et écrire.

« Pour être agréés, les assesseurs désignés par les candidats sont tenus de présenter au président du bureau, à l'ouverture du scrutin, un mandat portant la signature du candidat en question et de faire la preuve qu'ils figurent sur la liste électorale de la commune ou de la circonscription administrative.

« Si le nombre des assesseurs présents est inférieur à quatre, un ou plusieurs des électeurs inscrits, présents à l'ouverture du scrutin et sachant lire et écrire, sont désignés pour remplir les fonctions d'assesseurs.

« Si l'ensemble des candidats omet ou s'abstient de désigner les assesseurs ou encore dans le cas de candidat unique, les deux plus âgés et les deux plus jeunes des électeurs inscrits, présents à l'ouverture du scrutin et sachant lire et écrire, remplissent les fonctions d'assesseurs ».

Art. 3.— Le deuxième alinéa de l'article 1er de la loi n° 66-1023 du 29 décembre 1966 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer est abrogé.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 8 décembre 1977.

Valéry GISCARD D'ESTAING.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

Raymond BARRE.

Le ministre de l'intérieur,
Christian BONNET.

TABEAU ANNEXE

CIRCONSCRIPTIONS ELECTORALES DANS LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE ET DEPENDANCES ET DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE.

Composition	Territoires
Nouvelle-Calédonie et dépendances.	
Communes de : Pouébo, Hienghène, Touho, Poindimié, Ponerihouen, Houailou, Canala, Thio, Yaté, îles des Pins, Maré, Lifou, Ouvéa.	1ère circonscription (Est-Loyauté) et ressortissants français des Nouvelles-Hébrides.
Communes de : Belep, Poum, Ouégoa, Koumac, Kaaia-Gomen, Voh, Koné, Pouembout, Poya, Bourail, Sarraméa, Farino, La Foa, Moindou, Bouloupari, Païta, Dumbéa, Mont-Dore, Nouméa.	2e circonscription (Ouest)
Polynésie française.	
Communes de : Papeete, Faaa, Puna-uaia, Paea, Papara, Teva I Uta, Taia-rapu-Ouest, Moorea-Maiao ; les communes faisant partie des subdivisions administratives des îles Sous-le-Vent et des îles Australes.	1ère circonscription (Ouest et Sud).
Communes de : Pirae, Arue, Mahina, Hitiaa O Te Ra, Taia-rapu-Est ; les communes faisant partie des subdivisions administratives des îles Tuamotu-Gambier et des îles Marquises.	2e circonscription (Est)

TEXTES OFFICIELS PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

LOI n° 77-1447 du 28 décembre 1977 portant réforme du titre IV du livre Ier du code civil : Des absents.

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er.— Le titre IV (Des absents) du livre Ier du code civil est remplacé par les dispositions suivantes :

TITRE IV

Des absents.

CHAPITRE Ier

De la présomption d'absence.

« Art. 112.— Lorsqu'une personne a cessé de paraître au lieu de son domicile ou de sa résidence sans que l'on en ait eu de nouvelles, le juge des tutelles peut, à la demande des parties intéressées ou du ministère public, constater qu'il y a présomption d'absence.

« Art. 113.— Le juge peut désigner un ou plusieurs parents ou alliés, ou, le cas échéant, toutes autres personnes pour représenter la personne présumée absente dans l'exercice de ses droits ou dans tout acte auquel elle serait intéressée, ainsi que pour administrer tout ou partie de ses

biens ; la représentation du présumé absent et l'administration de ses biens sont alors soumises aux règles applicables à l'administration légale sous contrôle judiciaire telle qu'elle est prévue pour les mineurs, et en outre sous les modifications qui suivent.

« Art. 114.— Sans préjudice de la compétence particulière attribuée à d'autres juridictions, aux mêmes fins, le juge fixe, le cas échéant, suivant l'importance des biens, les sommes qu'il convient d'affecter annuellement à l'entretien de la famille ou aux charges du mariage.

« Il détermine comment il est pourvu à l'établissement des enfants.

« Il spécifie aussi comment sont réglées les dépenses d'administration ainsi qu'éventuellement la rémunération qui peut être allouée à la personne chargée de la représentation du présumé absent et de l'administration de ses biens.

« Art. 115.— Le juge peut, à tout moment et même d'office, mettre fin à la mission de la personne ainsi désignée ; il peut également procéder à son remplacement.

« Art. 116.— Si le présumé absent est appelé à un partage, il est fait application de l'article 838, alinéa 1er, du code civil.

« Toutefois, le juge des tutelles peut autoriser le partage, même partiel, et désigner un notaire pour y procéder, en présence du représentant du présumé absent, ou de son remplaçant désigné conformément à l'article 115, si le représentant initial est lui-même intéressé au partage. L'état liquidatif est soumis à l'homologation du tribunal de grande instance.

« Art. 117.— Le ministère public est spécialement chargé de veiller aux intérêts des présumés absents ; il est entendu sur toutes les demandes les concernant ; il peut requérir d'office l'application ou la modification des mesures prévues au présent titre.

« Art. 118.— Si un présumé absent réparaît ou donne de ses nouvelles, il est, sur sa demande, mis fin par le juge aux mesures prises pour sa représentation et l'administration de ses biens ; il recouvre alors les biens gérés ou acquis pour son compte durant la période de l'absence.

« Art. 119.— Les droits acquis sans fraude, sur le fondement de la présomption d'absence, ne sont pas remis en cause lorsque le décès de l'absent vient à être établi ou judiciairement déclaré, quelle que soit la date retenue pour le décès.

« Art. 120.— Les dispositions qui précèdent, relatives à la représentation des présumés absents et à l'administration de leurs biens, sont aussi applicables aux personnes qui, par suite d'éloignement, se trouvent malgré elles hors d'état de manifester leur volonté.

« Art. 121.— Ces mêmes dispositions ne sont pas applicables aux présumés absents ou aux personnes mentionnées à l'article 120 lorsqu'ils ont laissé une procuration suffisante à l'effet de les représenter et d'administrer leurs biens.

« Il en est de même si le conjoint peut pourvoir suffisamment aux intérêts en cause par l'application du régime matrimonial, et notamment par l'effet d'une décision obtenue en vertu des articles 217 et 219, 1426 et 1429.

CHAPITRE II

De la déclaration d'absence.

« Art. 122.— Lorsqu'il se sera écoulé dix ans depuis le jugement qui a constaté la présomption d'absence, soit selon les modalités fixées par l'article 112, soit à l'occasion de l'une des procédures judiciaires prévues par les articles

217 et 219, 1426 et 1429, l'absence pourra être déclarée par le tribunal de grande instance à la requête de toute partie intéressée ou du ministère public.

« Il en sera de même quand, à défaut d'une telle constatation, la personne aura cessé de paraître au lieu de son domicile ou de sa résidence, sans que l'on en ait eu de nouvelles depuis plus de vingt ans.

« Art. 123.— Des extraits de la requête aux fins de déclaration d'absence, après avoir été visés par le ministère public, sont publiés dans deux journaux diffusés dans le département ou, le cas échéant, dans le pays du domicile ou de la dernière résidence de la personne demeurée sans donner de nouvelles.

« Le tribunal, saisi de la requête, peut en outre ordonner toute autre mesure de publicité dans tout lieu où il le juge utile.

« Ces mesures de publicité sont assurées par la partie qui présente la requête.

« Art. 124.— Dès que les extraits en ont été publiés, la requête est transmise, par l'intermédiaire du procureur de la République, au tribunal qui statue d'après les pièces et documents produits et eu égard aux conditions de la disparition, ainsi qu'aux circonstances qui peuvent expliquer le défaut de nouvelles.

« Le tribunal peut ordonner toute mesure d'information complémentaire et prescrire, s'il y a lieu, qu'une enquête soit faite contradictoirement avec le procureur de la République, quand celui-ci n'est pas lui-même requérant, dans tout lieu où il le jugera utile, et notamment dans l'arrondissement du domicile ou dans ceux des dernières résidences, s'ils sont distincts.

« Art. 125.— La requête introductive d'instance peut être présentée dès l'année précédant l'expiration des délais prévus aux alinéas 1 et 2 de l'article 122. Le jugement déclaratif d'absence est rendu un an au moins après la publication des extraits de cette requête. Il constate que la personne présumée absente n'a pas reparu au cours des délais visés à l'article 122.

« Art. 126.— La requête aux fins de déclaration d'absence est considérée comme non avenue lorsque l'absent réparaît ou que la date de son décès vient à être établie, antérieurement au prononcé du jugement.

« Art. 127.— Lorsque le jugement déclaratif d'absence est rendu, des extraits en sont publiés selon les modalités prévues à l'article 123, dans le délai fixé par le tribunal. La décision est réputée non avenue si elle n'a pas été publiée dans ce délai.

« Quand le jugement est passé en force de chose jugée, son dispositif est transcrit à la requête du procureur de la République sur les registres des décès du lieu du domicile de l'absent ou de sa dernière résidence. Mention de cette transcription est faite en marge des registres à la date du jugement déclarant l'absence ; elle est également faite en marge de l'acte de naissance de la personne déclarée absente.

« La transaction rend le jugement opposable aux tiers qui peuvent seulement en obtenir la rectification conformément à l'article 99.

« Art. 128.— Le jugement déclaratif d'absence emporte, à partir de la transcription, tous les effets que le décès établi de l'absent aurait eus.

« Les mesures prises pour l'administration des biens de l'absent conformément au chapitre Ier du présent titre prennent fin, sauf décision contraire du tribunal ou, à défaut, du juge qui les a ordonnées.

« Le conjoint de l'absent peut contracter un nouveau mariage.

« Art. 129.— Si l'absent reparait ou si son existence est prouvée postérieurement au jugement déclaratif d'absence, l'annulation de ce jugement peut être poursuivie, à la requête du procureur de la République ou de toute partie intéressée.

« Toutefois, si la partie intéressée entend se faire représenter, elle ne pourra le faire que par un avocat régulièrement inscrit au barreau.

« Le dispositif du jugement d'annulation est publié sans délai, selon les modalités fixées par l'article 123. Mention de cette décision est portée, dès sa publication, en marge du jugement déclaratif d'absence et sur tout registre qui y fait référence.

« Art. 130.— L'absent dont l'existence est judiciairement constatée recouvre ses biens et ceux qu'il aurait dû recueillir pendant son absence dans l'état où ils se trouvent, le prix de ceux qui auraient été aliénés ou les biens acquis en emploi des capitaux ou des revenus échus à son profit.

« Art. 131.— Toute partie intéressée qui a provoqué par fraude une déclaration d'absence, sera tenue de restituer à l'absent dont l'existence est judiciairement constatée les revenus des biens dont elle aura eu la jouissance et de lui en verser les intérêts légaux à compter du jour de la perception, sans préjudice, le cas échéant, de dommages-intérêts complémentaires.

« Si la fraude est imputable au conjoint de la personne déclarée absente, celle-ci sera recevable à attaquer la liquidation du régime matrimonial auquel le jugement déclaratif d'absence aura mis fin.

« Art. 132.— Le mariage de l'absent reste dissous, même si le jugement déclaratif d'absence a été annulé. »

Art. 2.— Les alinéas 2 et 3 de l'article 92 du code civil sont abrogés et remplacés par la disposition suivante :

« Les dispositions des articles 130, 131 et 132 sont applicables, en tant que de besoin. »

Art. 3.— L'art. 725 du code civil est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Peut succéder celui dont l'absence est présumée selon l'article 112. »

Art. 4.— Dans l'article 840 du code civil, les termes « Des absents » sont remplacés par les mots « Des présumés absents ».

Art. 5.— Dans le 2° de l'article 1441 du code civil, les mots « par l'absence, sous les distinctions des articles 124 et 129 du présent code » sont remplacés par les mots « par l'absence déclarée ».

Art. 6.— La présente loi entrera en vigueur le 31 mars 1978.

Art. 7.— La présente loi sera applicable à l'égard des personnes qui, avant son entrée en vigueur, ont cessé de paraître au lieu de leur domicile ou de leur résidence sans que l'on ait eu de leurs nouvelles, sous les exceptions résultant des articles ci-dessous.

Art. 8.— Lorsqu'il aura été statué selon les anciens articles 112 et 113 du code civil, en vue de pourvoir à l'administration de tout ou partie des biens laissés par une personne présumée absente ou à la représentation de cette

dernière, les mesures prescrites pourront être modifiées, s'il y a lieu, dans les formes et conditions fixées par les nouveaux articles 112 à 118 du code civil.

Art. 9.— Lorsque la requête aux fins de déclaration d'absence aura été présentée avant l'entrée en vigueur de la présente loi, la demande sera instruite et jugée selon la loi ancienne ; la déclaration d'absence produira alors les effets prévus par cette loi, sous réserve des dispositions de l'article 10.

Art. 10.— A l'expiration d'un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, tout jugement déclaratif d'absence rendu selon la loi ancienne, qui aura été publié depuis plus de dix ans en application de l'article 118 ancien du code civil, produira les effets que la loi nouvelle y aurait attachés. Dans ce cas, les cautions sont déchargées et tous les ayants droit peuvent demander le partage des biens de l'absent.

Art. 11.— Sont abrogées toutes les dispositions contraires à la présente loi, et notamment le 5° de l'article 28 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière, ainsi que la loi du 22 septembre 1942 relative aux militaires, marins et civils disparus pendant la période comprise entre le 3 septembre 1939 et le 25 juin 1940, validée et modifiée par l'ordonnance du 5 avril 1944.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 28 décembre 1977.

Valéry GISCARD D'ESTAING.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

Raymond BARRE.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Alain PEYREFITTE.

ARRETE INTERMINISTERIEL du 29 décembre 1977 portant répartition des produits de l'émission entre les territoires français du Pacifique.

Le ministre délégué à l'économie et aux finances et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer),

Vu l'article 30 de la loi de finances rectificative n° 66-948 du 22 décembre 1966 ;

Vu le décret n° 67-267 du 30 mars 1967 fixant les statuts de l'institut d'émission d'outre-mer, et notamment son article 36 ;

Vu la convention du 12 septembre 1967 pour l'application des articles 7 et 34 des statuts de l'institut d'émission d'outre-mer ;

Sur proposition du conseil de surveillance de l'institut d'émission d'outre-mer,

Arrêtent :

Article 1er.— La répartition des sommes versées par

l'institut d'émission d'outre-mer au titre de la redevance sur la circulation fiduciaire productive est fixée comme suit :

1. Polynésie française : 45,987 p. 100.

2. Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna et condominium des Nouvelles-Hébrides : 54,013 p. 100.

Art. 2.— La solde des bénéfices après constitution des réserves et des provisions et la contre-valeur des billets adirés seront répartis entre les territoires intéressés dans les conditions fixées à l'article 1er du présent arrêté.

Art. 3.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 décembre 1977.

Le ministre délégué à l'économie et aux finances,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du Trésor,

J. DE LAROSIERE

*Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur
(Départements et territoires d'outre-mer),*

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le chargé de mission,

J. RIGOTARD.

ARRETE INTERMINISTERIEL du 3 janvier 1978 *autorisant l'ouverture de concours pour le recrutement de gardiens de la paix, fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.*

Par arrêté du ministre de l'intérieur, du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Fonction publique) et du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) en date du 3 janvier 1978, indépendamment de l'application de la législation sur les emplois réservés, le recrutement par concours de quatre gardiens de la paix, fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, est autorisé pour l'année 1978.

Les jeunes gens ayant effectivement accompli leur service national bénéficieront d'une réserve d'emploi minimale de 60 p. 100, soit trois postes.

Nota.— Tous renseignements peuvent être obtenus auprès du haut-commissaire de la République, chef du territoire de la Polynésie française, à Papeete.

DECRET du 15 décembre 1977 *portant acquisition de la nationalité française. (J.O.R.F. du 31 décembre 1977).*

Article 1er.

Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents, les étrangers dont les noms suivent :

Mme LAU SIU, Wai Yeung (Chine), 09-09-06, NAT.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

DELIBERATION n° 77-51 du 22 mars 1977 *habilitant le chef du territoire à signer une convention de prêt avec la caisse des dépôts et consignations. (1).*

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n° 52-1175 et n° 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957, relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la lettre n° 1086 FT du 16 mars 1977 de M. le gouverneur, chef du territoire approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Vu la délibération n° 76-2 du 7 juillet 1976 portant transfert provisoire du lieu des séances de l'assemblée territoriale ;

Vu la délibération n° 77-34 du 10 février 1977 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu le rapport n° 56-77 du 22 mars 1977 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 22 mars 1977,

Adopte :

Article 1er.— Le chef du territoire est invité à réaliser auprès de la caisse des dépôts et consignations ou de l'une des caisses dont elle a la gestion aux conditions de ces établissements un emprunt de la somme de *neuf millions cent quatre vingt cinq mille francs français* (9.185.000 FF) soit *cent soixante sept millions francs pacifique* (167.000.000 CFP) destiné à financer les travaux (1ère tranche) du lot n° 2 de la route de dégagement ouest de Papeete et dont le remboursement s'effectuera en 15 années à partir de 1978.

Le prêt portera intérêt au taux en vigueur à la date de l'établissement du contrat et dans la limite fixée par les autorités de tutelle pour les emprunts des collectivités locales de la métropole.

Art. 2.— Le territoire disposera, pour retirer les fonds, d'un délai de six mois à partir de la date de la signature du contrat par le directeur général de la caisse des dépôts.

Si, à l'expiration de ce délai, la totalité des fonds n'a pas été retirée, la caisse des dépôts procédera à l'annulation du contrat ou à la réduction de son montant.

Art. 3.— Pour se libérer de la somme empruntée, le territoire paiera 15 annuités constantes comprenant le capital et les intérêts calculés au taux indiqué ci-dessus.

(1) La présente délibération a été rendue exécutoire par arrêté n° 1753 AA du 13 avril 1977 publié au J.O.P.F. n° 17 du 15 août 1977.

La délibération n° 77-52 du 22 mars 1977 rendue également exécutoire par l'arrêté du 13 avril susvisé a été publiée au J.O.P.F. n° 17 du 15 août 1977.

Le territoire s'engage, pendant toute la durée du prêt à créer et à mettre en recouvrement en cas de besoin, les impositions directes nécessaires pour assurer le paiement de ces annuités.

Art. 4.— Toute annuité non versée à la date à laquelle elle sera devenue exigible, portera intérêt de plein droit au taux du prêt majoré de trois annuités.

Art. 5.— Le territoire aura la faculté d'effectuer des remboursements par anticipation au cours de la deuxième moitié de la période d'amortissement, mais seulement à la date d'une échéance normale et avec préavis d'un an.

Ces remboursements donneront lieu au paiement d'une indemnité égale au montant d'un semestre d'intérêts du capital remboursé par anticipation.

Art. 6.— Le territoire s'engage :

1°) à affecter, dès leur encaissement, à des remboursements anticipés pour lesquels il ne sera exigé ni préavis ni indemnité, les subventions qui viendraient à être attribuées après la réalisation du prêt et auraient pour effet de réduire sa participation dans le coût de l'opération à une somme inférieure au montant du prêt.

2°) à reverser sans délai les sommes non employées dans le cas où l'opération pour laquelle le prêt a été consenti ne serait pas réalisée ou serait d'un coût inférieur au montant prévu.

Art. 7.— Le territoire s'engage à prendre à sa charge les impôts présents et futurs ainsi que les droits et frais pouvant résulter du présent emprunt.

Art. 8.— Le chef du territoire est autorisé à signer le contrat à intervenir pour régler les conditions du prêt.

Art. 9.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,

Tuianu LE GAYIC.

Le président,

Elie SALMON.

ARRETE n° 4811 AA du 28 septembre 1977 rendant exécutoire la délibération n° 77-102 du 15 septembre 1977 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 77-102 du 15 septembre 1977 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, habilitant le haut-commissaire à signer une convention de prêt avec la caisse des dépôts et consignations.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 septembre 1977.

Charles SCHMITT.

DELIBERATION n° 77-102 du 15 septembre 1977 habilitant le haut-commissaire à signer une convention de prêt avec la caisse des dépôts et consignations.

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977, relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1148 FT du 28 juin 1977 de M. le haut-commissaire, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le 27 juin 1977 ;

Vu la délibération n° 77-100 du 20 août 1977 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu le rapport n° 140-77 du 15 septembre 1977 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 15 septembre 1977,

Adopte :

Article 1er.— Le chef du territoire est invité à réaliser auprès de la caisse des dépôts et consignations ou de l'une des caisses dont elle a la gestion aux conditions de ces établissements un emprunt de la somme de 2.255.000 FF (deux millions deux cent cinquante cinq mille francs français) soit 41.000.000 CP (quarante et un millions CP) destiné à financer les travaux d'infrastructure du lotissement d'habitat social d'Uturoa et dont le remboursement s'effectuera en 15 années à partir de 1978.

Le prêt portera intérêt au taux en vigueur à la date de l'établissement du contrat et dans la limite fixée par les autorités de tutelle pour les emprunts des collectivités locales de la métropole.

Art. 2.— Le territoire disposera, pour retirer les fonds d'un délai de 6 mois à partir de la date de la signature du contrat par le directeur général de la caisse des dépôts.

Si, à l'expiration de ce délai, la totalité des fonds n'a pas été retirée, la caisse des dépôts procédera à l'annulation du contrat ou à la réduction de son montant.

Art. 3.— Pour se libérer de la somme empruntée, le territoire s'engage, pendant toute la durée du prêt à créer et à mettre en recouvrement en cas de besoin, les impositions directes nécessaires pour assurer le paiement de ces annuités.

Art. 4.— Toute annuité non versée à la date à laquelle elle sera devenue exigible, portera intérêt de plein droit au taux du prêt majoré de 3 annuités.

Art. 5.— Le territoire aura la faculté d'effectuer des remboursements par anticipation au cours de la deuxième moitié de la période d'amortissement, mais seulement à la date d'une échéance normale et avec préavis d'un an.

Ces remboursements donneront lieu au paiement d'une indemnité égale au montant d'un semestre d'intérêts du capital remboursé par anticipation.

Art. 6.— Le territoire s'engage :

1°) à affecter, dès leur encaissement, à des remboursements anticipés pour lesquels il ne sera exigé ni préavis ni indemnité les subventions qui viendraient à être attribuées après la réalisation du prêt et auraient pour effet de réduire sa participation dans le coût de l'opération à une somme inférieure au montant du prêt.

2°) à reverser sans délai les sommes non employées dans le cas où l'opération pour laquelle le prêt a été consenti ne serait pas réalisée ou serait d'un coût inférieur au montant prévu.

Art. 7.— Le territoire s'engage à prendre à sa charge les impôts présents et futurs ainsi que les droits et frais pouvant résulter du présent emprunt.

Art. 8.— Le haut-commissaire, chef du territoire est autorisé à signer le contrat à intervenir pour régler les conditions du prêt.

Art. 9.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Le secrétaire,
André PORLIER.

Le président,
John TEARIKI.

ARRETE n° 5123 AA du 20 octobre 1977 rendant exécutoire la délibération n° 77-107 du 29 septembre 1977 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Est rendu exécutoire la délibération n° 77-107 du 29 septembre 1977 de la commission permanente de l'assemblée territoriale, habilitant le chef du territoire à signer une convention de prêt avec la caisse des dépôts et consignations (bâtiments du service de l'économie rurale).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 20 octobre 1977.

Le haut-commissaire,
Par délégation :
Le secrétaire général,
J.-R. GARNIER.

DELIBERATION n° 77-107 du 29 septembre 1977 habilitant le chef du territoire à signer une convention de prêt avec la caisse de dépôts et consignations.

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 0012 FT du 5 septembre 1977 approuvée en conseil de gouvernement dans sa séance du 31 août 1977 ;

Vu la délibération n° 77-100 du 20 août 1977 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu le rapport n° 148-77 du 29 septembre 1977 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 29 septembre 1977,

Adopte :

Article 1er.— Le chef du territoire est invité à réaliser auprès de la caisse des dépôts et consignations ou de l'une des caisses dont elle a la gestion, aux conditions de ces établissements l'emprunt de la somme de quatre millions cent vingt cinq mille francs français (4.125.000 FF) soit soixante quinze millions CP (75.000.000 CP) destiné à financer les travaux de construction des bâtiments du service de l'économie rurale à Pirae et dont le remboursement s'effectuera en 15 années à partir de 1978.

Le prêt portera intérêt au taux en vigueur à la date de l'établissement du contrat et dans la limite fixée par les autorités de tutelle pour les emprunts des collectivités locales de la métropole.

Art. 2.— Le territoire disposera, pour retirer les fonds, d'un délai de 6 mois à partir de la date de la signature du contrat par le directeur général de la caisse des dépôts.

Si, à l'expiration de ce délai, la totalité des fonds n'a pas été retirée, la caisse des dépôts procédera à l'annulation du contrat ou à la réduction de son montant.

Art. 3.— Pour se libérer de la somme empruntée, le territoire paiera 15 annuités constantes comprenant le capital et les intérêts calculés au taux indiqué ci-dessus.

Le territoire s'engage, pendant toute la durée du prêt à créer et à mettre en recouvrement en cas de besoin, les impositions directes nécessaires pour assumer le paiement de ces annuités.

Art. 4.— Toute annuité non versée à la date à laquelle elle sera devenue exigible portera intérêt de plein droit au taux du prêt majoré de 3 annuités.

Art. 5.— Le territoire aura la faculté d'effectuer des remboursements par anticipation au cours de la deuxième moitié de la période d'amortissement, mais seulement à la date d'une échéance normale et avec préavis d'un an.

Ces remboursements donneront lieu au paiement d'une indemnité égale au montant d'un semestre d'intérêts du capital remboursé par anticipation.

Art. 6.— Le territoire s'engage :

1°) à affecter, dès leur encaissement, à des remboursements anticipés pour lesquels il ne sera exigé ni préavis ni indemnité, les subventions qui viendraient à être attribuées après la réalisation du prêt et auraient pour effet de réduire sa participation dans le coût de l'opération à une somme inférieure au montant du prêt.

2°) à reverser sans délai les sommes non employées dans le cas où l'opération pour laquelle le prêt a été consenti ne serait pas réalisée ou serait d'un coût inférieur au montant prévu.

Art. 7.— Le territoire s'engage à prendre à sa charge les impôts présents et futurs ainsi que les droits et frais pouvant résulter du présent emprunt.

Art. 8.— Le chef du territoire est autorisé à signer le contrat à intervenir pour régler les conditions du prêt.

Art. 9.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Le secrétaire,
André PORLIER.

Le président,
John TEARIKI.

ARRETE n° 407 SGA du 27 décembre 1977 rendant exécutoire la délibération n° 18-77 du 8 novembre 1977 du conseil d'administration du port autonome modifiant les tarifs de la cale de halage.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu l'arrêté n° 108 AA/IAA du 13 janvier 1962, rendant exécutoire la délibération n° 62-2 du 5 janvier 1962, portant création et organisation du port autonome de Papeete ;

Vu l'arrêté n° 427 FT du 21 février 1962 relatif à la gestion financière et comptable du port autonome de Papeete ;

En ayant délibéré dans sa séance du 21 décembre 1977,

Arrête :

Article 1er.— La délibération n° 18-77 du conseil d'administration du port autonome modifiant les tarifs de la cale de halage est rendue exécutoire.

Art. 2.— Le présent arrêté sera communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 décembre 1977.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 27 décembre 1977.

Le haut-commissaire,
Paul COUSSERAN.

DELIBERATION n° 18-77 du 8 novembre 1977 modifiant les tarifs de location de la cale de halage.

Le conseil d'administration du port autonome de Papeete,

Vu l'arrêté n° 108 AA/IAA du 13 janvier 1962 portant création et organisation du port autonome de Papeete ;

Vu l'arrêté n° 427 FT du 21 février 1962 relatif à la gestion financière et comptable de cet établissement public territorial ;

Vu le décret du 22 février 1935 portant réglementation de la police des sports et rades en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2 du 21 février 1964 du conseil d'administration du port autonome réglementant les conditions d'utilisation de la cale de halage ;

Vu la délibération n° 13-75 du 28 octobre 1975 portant adoption des nouveaux tarifs de la cale de halage ;

En ayant délibéré dans sa séance du 8 novembre 1977,

Adopte :

Article 1er.— Les dispositions de la délibération n° 13-75 du 28 octobre 1975 sont annulées et remplacées par les nouveaux tarifs de location de la cale de halage faisant l'objet du tableau ci-après pour compter du 1er janvier 1978.

Tonnage brut des navires	Halage au sec et remise à l'eau	Tarif journalier à/c du 1er jour inclus
0 à 20	7.100	1.180
21 à 40	8.500	2.130
41 à 70	9.950	3.275
71 à 100	12.870	4.450
101 à 150	15.660	5.690
151 à 200	18.560	6.960
201 à 250	21.275	8.280
251 à 325	24.150	9.770
325 à 400	26.450	11.270
401 à 500	28.500	13.680
501 et plus	31.920	16.530
	50 + FCP	+ 50 FCP

du tonneau de jauge brute au-dessus de 500 Tx

Art. 2.— Dans le décompte du montant des locations il est précisé que :

2.1 — Les fractions de tonneau sont arrondies au tonneau le plus proche.

2.2 — La durée du séjour est décomptée en jours pleins du jour de la montée au jour de la descente inclus.

2.3 — Sont incluses dans les présents tarifs :

- la fourniture des tins ;
- la fourniture des échafaudages.

2.4 — Ne sont pas inclus dans les présents tarifs :

- le calage du navire qui doit être effectué par une entreprise privée agréée ;
- les fournitures d'énergie (électricité - air comprimé) ainsi que les fournitures d'eau.

Art. 3.— Une réduction de 15 % sur les tarifs journaliers est accordée aux navires sur cale à partir du 15e jour inclus.

Art. 4.— Services divers dans l'enceinte de la cale de halage ; les tarifs suivants sont appliqués :

- électricité	le Kwh	15 FCP
- eau	le m3	15 FCP
- air comprimé	l'heure	800 FCP
la journée de 8 heures (gas oil et ingrédient inclus)		6.000 FCP
- ramassage des déchets et ordures et évacuation	le m3 ou la tonne	2.000 FCP

Art. 5.— Les tarifs des surfaces occupées par les petits navires et yachts carénant sur les terre-pleins de la cale de halage sont les suivants :

- du 1er au 30e jour	10 FCP du m2	} par jour
- après le 30e jour	6 FCP du m2	

(tins compris dans la limite de 8 tins par bateau)

Art. 6.— Le directeur du port autonome est chargé de l'application de la présente délibération.

Papeete, le 8 novembre 1977.

Le président,
Charles T. POROI.

ARRETE n° 6202 AA du 29 décembre 1977 rendant exécutoire les délibérations n°s 77-125 et 77-126 du 25 novembre 1977 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française. (1).

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, Chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Sont rendues exécutoires les délibérations ci-après de la commission permanente de l'assemblée territoriale : - n° 77-125 du 25 novembre 1977 accordant l'aval du territoire à la société d'équipement de Tahiti et des îles (S.E.T.I.L. (lotissement économique d'ERIMA) ; - n° 77-126 du 25 novembre 1977 habilitant le chef du territoire à signer une convention de prêt avec la caisse des dépôts et consignations (lotissement économique d'ERIMA).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 décembre 1977.

Le haut-commissaire,
Par délégation :

Le secrétaire général,
J.-R. GARNIER.

DELIBERATION n° 77-125 du 25 novembre 1977 accordant l'aval du territoire à la société d'équipement de Tahiti et des îles (S.E.T.I.L.).

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977, relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 41 FT en date du 7 novembre 1977 du conseil de gouvernement, approuvée en séance le 3 novembre 1977 ;

Vu la délibération n° 77-100 du 20 août 1977 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu le rapport n° 172-77 du 25 novembre 1977 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 25 novembre 1977,

Adopte :

Article 1er.— Le territoire de la Polynésie française accorde sa garantie à la société d'équipement de Tahiti et des îles (S.E.T.I.L.) pour le remboursement d'un emprunt de quatre vingt millions de francs CFP (80.000.000 CFP) soit quatre millions quatre cent mille francs français (4.400.000 FF) que cet organisme se propose de contracter pour une période de 10 ans auprès de la caisse des dépôts et consignations pour le financement d'une première tranche annuelle de travaux du lotissement économique d'ERIMA.

Le taux d'intérêt appliqué sera celui de la caisse des dépôts en vigueur à la date de l'établissement du contrat et dans la limite fixée par les autorités de tutelle pour les emprunts des collectivités locales.

(1) - La délibération n° 77-126 du 25 novembre 1977 sera publiée à une date ultérieure.

Au cas où ledit organisme, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues par lui aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, le territoire de la Polynésie française s'engage à effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple demande de la caisse des dépôts adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de la recette prévue ci-dessous ni exiger que la caisse des dépôts discute au préalable l'organisme défaillant.

Art. 2.— Le territoire de la Polynésie française s'engage pendant toute la durée de la période d'amortissement à créer, en cas de besoin, une recette suffisante pour couvrir le montant de l'annuité.

Art. 3.— Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, chef du territoire, est autorisé à intervenir au nom du territoire au contrat d'emprunt à souscrire par la société d'équipement de Tahiti et des îles (S.E.T.I.L.).

Art. 4.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Le secrétaire,
André PORLIER.

Le président,
John TEARIKI.

ARRETE n° 28 TP du 5 janvier 1978 portant modification du plan des transports publics routiers de voyageurs établi pour l'île de Tahiti.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu les délibérations n° 75-187 du 23 octobre 1975 et n° 76-114 du 14 septembre 1976 portant organisation des transports routiers sur le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3027 TP du 21 juin 1977 fixant la constitution du comité territorial des transports ;

Vu l'arrêté n° 86 du 5 septembre 1977 approuvant le plan des transports publics routiers de voyageurs établi pour l'île de Tahiti et les arrêtés subséquents le modifiant ;

Vu l'avis émis le 1er décembre 1977 par le comité technique territorial des transports ;

En ayant délibéré en séance du 4 janvier 1978,

Arrête :

Article 1er.— Le plan des transports routiers réguliers établi pour l'île de Tahiti est modifié comme suit :

1°) Inscriptions nouvelles :

- Services réservés aux écoliers :

n° 523 - Ly Sao Ah Young - Papeari - Taravao 2 AR - 1 véhicule.

- Services urbains :

n° 30 - Temai Pautu - Titiro - Marché de Papeete 24 AR - 1 véhicule.

n° 35 - Teuia Tumatarii - Pirae - Papeete 12 AR - 1 véhicule.

n° 45 Mateau Yvette - Faaa - (Cité Puurai) - Papeete 12 AR - 1 véhicule.

2°) Radiations :

n° 35 - Pater Clinda - Pirae - Papeete 12 AR - 1 véhicule.

n° 125 - Peckett Jeanne Mahina - Papeete 6 AR - 1 véhicule.

n° 220 - Maeva Teave - Punaauia (Outumaoro) - Papeete
12 AR - 1 véhicule.

n° 18 - Mateau Yvette - Titioro - Marché de Papeete 20
AR - 1 véhicule.

3°) Modifications de services :

n° 24 - Temai Firmin - Titioro - Marché de Papeete 24
AR - 1 véhicule au lieu de 48 AR - 2 véhicules.

n° 225 - Mateau Yvette - Punaauia (Outumaoro) - Papeete
30 AR - 2 véhicules au lieu de 42 AR - 3 véhicules.

n° 129 - Tuhoe Rachelle - Mahina - Papeete 38 AR - 4
véhicules au lieu de 28 AR - 3 véhicules.

n° 14 - Lin Fat Angèle - Titioro - Marché de Papeete 60
AR - 2 véhicules au lieu de 30 AR - 1 véhicule.

n° 252 - Wan Sing Fa - Punaauia (Outumaoro) - Papeete
12 AR - 1 véhicule - 25 places au lieu de 12 AR - 1 véhicule - 15 places.

n° 257 - Laussan Marcel - Punaauia (Taina) - Papeete
27 AR - 2 véhicules - 31 places au lieu de 27 AR - 2 véhicules - 41 places.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 5 janvier 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,

le 5 janvier 1978.

Le haut-commissaire,

Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 81 FE du 6 janvier 1978 portant imputation
budgétaire des soldes et accessoires de solde de divers
fonctionnaires en service en Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu les inscriptions budgétaires,

Arrête :

Article 1er.— Pour compter du 1er janvier 1978, les
soldes et accessoires de solde seront imputés au chapitre
41-91, article 20 du budget de l'Etat (TOM 108) pour les
personnels dont les noms suivent :

§ 1 - Personnels de la catégorie A

1 / Sabatier Albert	Sce des contributions
2 / Leboucher René	Assemblée territoriale
3 / Pirotte Fernand	Sce des finances
4 / Allain Yvonnice	Sce des domaines
5 / Durouchoux Edouard	Agriculture
6 / Esquevin Jean-Claude	»
7 / Breuil Francis	»
8 / Soroquère Gilbert	»

9 / Parayre Renée	Enseignement
10 / Parayre Max	»
11 / Daubet Michel	»
12 / Hugues Félix	»
13 / Coriguet Jean	»
14 / Lugnier Guy	»
15 / Tuheiava Armand	»
16 / Fournel Robert	»
17 / Torregrossa Nicole	»
18 / Couturaud Michel	»
19 / Huet de Guerville Marcel	»
20 / Revil Henri	Santé
21 / Couturier Yves	»
22 / Virieu René	»
23 / Landois Jean	»
24 / Galgani Antoine	»
25 / Gaggiani Jacques	»
26 / Bonnet Emile	»
27 / Bronstein Vadim	»
28 / Marie-Nelly Alain	»
29 / Bru Jacques	»
30 / Brien André	»
31 / Roux Jean	»
32 - X (ORL)	»
33 / Maria José	»
34 / Cazenave Jean-Claude	»
35 / Thevenot Jacques	»
36 / Puech Jean-Marc	»
37 / Devautour Jacques	»
38 - Dr (rempl. Dr Chamouard)	»
39 / Durand Jean-Paul	»
40 / Fraval de Coatparquet Tanguy	»
41 / Robert Michel	»
42 / Flandrin Pierre	»
43 / Senellart Jean-Michel	»
44 / Jeandel Pierre	»
45 / Brethes Bernard	»
46 / Bauduceau Bernard	»
47 / Grimaldi François	»
48 / Woillez Emmanuel	»
49 / Cordoliani Yves	»
50 / Philippe Bernard	»
51 / Ancelin Jean Louis	»
52 / Kalpakis Prodhomos	»
53 / Meillon Christian	»
54 / Mathis Bernard	»
55 / Rocheteau André	»

§ 2 - Personnels de la catégorie B

56 / Frébault Mathilde	Santé
57 / Porlier Marie Paule	»
58 / Malet Renée	»
59 / Dauphin François	Imprimerie officielle
60 / Stein Sixte	Agriculture
61 / Hintzé Simone	Enseignement
62 / Hervéguen Diane	»
63 / Lecardeur Jean	»
64 / Terilitahi Henriette	»
65 / Ebb Henriette	»
66 / Varney Elisa	»
67 / Shigetomi Yvonne	»
68 / Teai Rose	»

69 / Pihatarioe Florida	Enseignement
70 / Mathel Joël	»
71 / Ferriol Marthe	»
72 / Maamaatua Stella	»
73 / Tehei Léonie	»
74 / Teriierooiterai Jeanne	»
75 / Adams Hélène	»
76 / Terorotua Claire	»
77 / Arnould Christian	»
78 / Panek Olga	»
79 / Lefèbvre Vitanie	»
80 / Jojon Mireille	»
81 / Van Bastolaer Marie Claude	»
82 / Dupuy Josette	»
83 / Lugnier Nicole	»
84 / Celsan Christian	»
85 / Costeux André	»
86 / Lemasson Marie-Claude	»
87 / Grynacier Michèle	»
88 / Coudre Christian	»
89 / Chevrier Jean	»
90 / Dubus Daniel	»
91 / Hugues Raymonde	»
92 / Zedde Guillain	»
93 / Riu François	Santé
94 / Martinou Paul	»
95 / Auvert Georges	»
96 / Domby Jean-Marc	»
97 / Domby Rina	»
98 / Dumont Daniel (catégorie A)	Agriculture

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 6 janvier 1978.

Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 0085 BAC du 9 janvier 1978 autorisant le versement d'acomptes provisionnels aux communes au titre de l'exercice 1978.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret du 20 mai 1890 instituant dans les Etablissements français de l'Océanie une commune ayant pour chef-lieu Papeete ;

Vu le décret du 18 juin 1945 instituant une commune à Uturoa, chef-lieu des îles Sous-le-Vent ;

Vu l'arrêté n° 173 AA du 30 janvier 1965 instituant deux communes ayant respectivement pour chef-lieu Faaa et Pirae ;

Vu le décret n° 72-407 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-668 du 13 juillet 1972 relatif au comité de gestion du fonds intercommunal de péréquation ;

Considérant que le comité de gestion du fonds intercommunal de péréquation n'a pu à ce jour être réuni pour distribuer les crédits au titre de l'année 1978 ;

Considérant la nécessité d'attribuer sans attendre aux communes, les crédits dont elles ont besoin pour assurer leur fonctionnement régulier,

Arrête :

Article 1er.— Sont versés aux communes du territoire au titre de la dotation générale, exercice 1978, les acomptes provisionnels ci-après :

Australes :

Raivavae	1.200.000
Rapa	400.000
Rimatara	800.000
Rurutu	2.000.000
Tubuai	2.000.000
Total	6.400.000

Îles du Vent :

Arue	5.000.000
Faaa	12.000.000
Hitiaa O Te Ra	3.300.000
Mahina	5.000.000
Moorea-Maiao	5.000.000
Paea	4.000.000
Papara	3.100.000
Papeete	70.000.000
Pirae	10.000.000
Punaauia	6.300.000
Taiarapu Est	6.100.000
Taiarapu Ouest	3.200.000
Teva I Uta	3.500.000
Total	136.500.000

Îles Sous-le-Vent :

Bora Bora	2.500.000
Huahine	3.000.000
Maupiti	600.000
Tahaa	3.500.000
Taputapuatea	2.000.000
Tumaraa	2.000.000
Uturoa	3.500.000
Total	17.100.000

Îles Marquises :

Fatu Hiva	500.000
Hiva Oa	2.000.000
Nuku Hiva	2.200.000
Tahuata	600.000
Ua Huka	400.000
Ua Pou	2.200.000
Total	7.900.000

Tuamotu-Gambier :

Anaa	600.000
Arutua	700.000
Fakarava	700.000
Fangatau	300.000
Gambier	700.000
Hao	1.300.000
Hikueru	200.000
Makemo	700.000
Manihi	400.000
Napuka	500.000

Tuamotu-Gambier (suite) :

Nukutavake	300.000
Pukapuka	200.000
Rangiroa	2.000.000
Reao	600.000
Takaroa	500.000
Tatakoto	200.000
Tureia	200.000
Total	10.100.000
Total général	178.000.000

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française, les chefs de subdivision administrative, le trésorier-payeur général, les receveurs municipaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 9 janvier 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,

J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 87 AA du 9 janvier 1978 rendant exécutoire la délibération n° 77-127 du 25 novembre 1977 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 77-127 du 25 novembre 1977 de la commission permanente de l'assemblée territoriale, accordant l'exonération de droits fiscaux d'entrée à l'importation de matériels destinés à la rénovation et à l'extension du réseau téléphonique de Tahiti.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 janvier 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

J.-R. GARNIER.

DELIBERATION n° 77-127 du 25 novembre 1977 accordant l'exonération de droits fiscaux d'entrée à l'importation de matériels destinés à la rénovation et à l'extension du réseau téléphonique de Tahiti.

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 de l'assemblée territoriale portant réglementation du service des douanes en Polynésie française ;

Vu la lettre n° 33 D en date du 28 octobre 1977 du conseil de gouvernement, approuvée dans sa séance du 26 octobre 1977 ;

Vu la délibération n° 77-100 du 20 août 1977 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu le rapport n° 173-77 du 25 novembre 1977 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 25 novembre 1977,

Adopte :

Article 1er.— Les matériels destinés à la rénovation et à l'extension du réseau téléphonique de Tahiti, importés par l'office des postes et télécommunications de la Polynésie française, sont admis au bénéfice de l'exonération des droits fiscaux d'entrée.

Art. 2.— Les matériels concernés sont spécifiés selon devis 23.061/6/77, 23.062/6/77 et 23.063/6/77 annexés au marché 77-01 du 2 août 1977, passé entre d'une part l'office des postes et télécommunications de la Polynésie française et d'autre part, la compagnie générale de constructions téléphoniques.

Art. 3.— Les déclarations de mise à la consommation des matériels en cause seront accompagnées d'une attestation émanant de la direction de l'office des postes certifiant qu'ils sont bien destinés à la rénovation et à l'extension du réseau téléphonique de Tahiti, et qu'ils ne seront ni cédés, ni vendus.

Art. 4.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Le secrétaire,
André PORLIER.

Le président,
John TEARIKI.

ARRETE n° 0102 SG du 10 janvier 1978 portant création d'un bureau technique des communes.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment son article 62 ;

Vu l'arrêté n° 2196 SG du 30 juin 1972 portant création d'un bureau des affaires communales ;

Vu l'arrêté n° 3149 SG du 26 mai 1976 modifiant les compétences et la structure du bureau des affaires communales,

Arrête :

Article 1er.— Il est créé en Polynésie française un bureau technique des communes.

Art. 2.— Ce bureau est placé sous l'autorité de l'ingénieur de conception responsable par ailleurs de la section d'aménagement et d'équipement rural au sein du service de l'économie rurale.

Art. 3.— Les attributions de ce bureau sont les suivantes :

- Assistance technique aux communes et groupements communaux pour la conception, l'étude et la réalisation de leurs projets ;

- Participation à l'élaboration des programmes annuels d'investissements communaux ;

- Contrôle et approbation techniques d'opérations communales d'investissement financées ou subventionnées par l'Etat.

Art. 4.— Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 3149 SG du 26 mai 1977 modifiant les compétences et la structure du bureau des affaires communales.

Art. 5.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 10 janvier 1978.

Paul COUSSERAN.

DECISION n° 036 ER du 12 janvier 1978 relative à l'organisation du service de l'économie rurale.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 21 J, 69 et 70 ;

Vu la délibération n° 67-28 du 23 mars 1967 portant création en Polynésie française d'un service territorial de l'économie rurale ;

Vu le rapport n° 3434 du 30 décembre 1977 du chef du service de l'économie rurale ;

Dans sa séance du 11 janvier 1978,

Décide :

Article 1er.— Il est organisé au sein du service de l'économie rurale une section d'aménagement et d'équipement rural.

Art. 2.— Cette section est dirigée par un ingénieur de conception placé sous l'autorité hiérarchique du chef du service de l'économie rurale.

Art. 3.— Les attributions de cette section sont les suivantes :

- Conception, étude et réalisation des projets d'aménagement et d'équipement rural pour le compte du territoire ;

- Elaboration et synthèse des programmes d'intervention du ministère de l'agriculture pour le compte du territoire.

Art. 4.— Cette section peut intervenir également en tant que de besoin, pour tout projet technique au bénéfice de toutes autres collectivités publiques et de personnes physiques ou morales de droit privé. Dans ces cas, les conditions d'intervention de la section d'aménagement et d'équipement rural seront déterminées par des décisions particulières du conseil de gouvernement.

Art. 5.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 12 janvier 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire

le 12 janvier 1978.

Le haut-commissaire,

Paul COUSSERAN.

DECISION n° 037 TLS du 12 janvier 1978 complétant l'arrêté n° 1408 IT du 13 octobre 1956 fixant les règles relatives aux opérations financières et comptables de la caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952, instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 1408 IT du 13 octobre 1956 fixant les règles relatives aux opérations financières et comptables de la caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française ;

Sur proposition de l'inspecteur du travail et des lois sociales de la Polynésie française ;

Vu l'avis exprimé par la commission consultative du travail en sa séance du 29 novembre 1977 ;

En ayant délibéré en sa séance du 11 janvier 1978,

Décide :

Article 1er.— L'article 4 de l'arrêté n° 1408 IT du 13 octobre 1956 est complété comme suit :

" Le directeur peut proposer l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables dans les cas suivants :

" - insolvabilité générale du débiteur ;

" - disparition ou décès du débiteur ne laissant aucun bien saisissable ;

" - faillite ou liquidation des biens clôturées par insuffisance d'actif ;

" - forclusion.

" En cas d'insolvabilité générale du débiteur, la créance ne peut être admise en non-valeur que si le dossier fait état des mesures conservatoires et des garanties prises par l'organisme pour assurer éventuellement le recouvrement de sa créance.

" En outre, un document doit permettre de constater l'insolvabilité (procès-verbal de carence du percepteur, rapport d'huissier, etc...).

" Les autres cas d'admission en non-valeur doivent être justifiés par des pièces établies par des personnes ayant qualité pour constater ou attester l'existence de la créance (syndics pour le règlement judiciaire et la liquidation des biens, maires et commissaire de police pour les domiciles inconnus, etc...).

" Seules les créances qui ont au moins trois ans de date peuvent être admises en non-valeur.

" L'admission en non-valeur doit être prononcée sur proposition du directeur, par le conseil d'administration."

Art. 2.— La présente décision, qui prendra effet pour compter du premier jour du mois qui suit sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 12 janvier 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire

le 12 janvier 1978.

Le haut-commissaire,

Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 038 AE du 12 janvier 1978 constatant la valeur locative de base du mètre carré en application au cours de l'année 1978.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération n° 62-35 du 18 mai 1962 de l'assemblée territoriale portant réglementation des loyers des locaux à usage d'habitation, notamment en son article 5, rendue exécutoire par l'arrêté n° 1900 AA du 29 août 1962 ;

Vu l'arrêté n° 2289 AE du 10 octobre 1962 fixant les modalités d'application de la délibération susvisée ;

Vu la délibération n° 71-111 du 12 juillet 1971 portant réglementation des loyers des locaux à usage professionnel ;

Vu la délibération n° 75-41 du 14 février 1975 portant réglementation des baux à usage commercial, artisanal et industriel ;

Vu l'arrêté n° 7749 AE du 29 décembre 1976 constatant la valeur locative de base du mètre carré applicable au cours de l'année 1977 ;

Vu les valeurs de l'indice des prix de détail à la consommation familiale, du SMIG, et les indices trimestriels des matériaux de construction, publiés en 1977 au *Journal officiel* de la Polynésie française ;

Vu la formule de révision de la valeur locative de base du mètre carré habitable définie par la délibération n° 62-35 du 18 mai 1962 susvisée ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques ;

En ayant délibéré en sa séance du 11 janvier 1978,

Arrête :

Article 1er.— La valeur locative maximale du mètre carré, servant de base pour la détermination des loyers des locaux à usage d'habitation s'établit à cent soixante sept francs cinquante centimes (167,50 frs CFP) pour l'année 1978.

Art. 2.— L'indice annuel du prix du mètre carré, utilisé pour la révision des loyers des locaux à usage commercial, artisanal, industriel et professionnel s'établit à cent soixante sept francs cinquante centimes (167,50) pour l'année 1978.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué, publié selon la procédure d'urgence, partout où besoin sera.

Papeete, le 12 janvier 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire :

le 12 janvier 1978.

Le haut-commissaire,

Paul COUSSERAN.

DECISION n° 039 AE du 12 janvier 1978 portant fixation des marges à la revente des pommes de terre de production locale.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret du 2 mai 1939 pris pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques ;

En ayant délibéré dans sa séance du 11 janvier 1978,

Décide :

Article 1er.— La marge globale (différence entre le prix de vente au consommateur et le prix rendu entrepôt du grossiste) de commercialisation pouvant, au maximum, être prélevée pour toute revente sur l'île de Tahiti de pommes de terre de production locale (pommes de terre de Tubuai) est fixée à 10 francs CFP par kilo.

Art. 2.— Grossiste et détaillant se partagent la marge fixée à l'article premier de la présente décision. Le grossiste indique sur ses factures le prix maximum de vente pouvant être pratiqué au stade de détail en conformité avec les dispositions de la présente décision.

Art. 3.— Les infractions aux dispositions de la présente décision sont sanctionnées dans les conditions déterminées par le décret du 2 mai 1939 pris pour l'application de la loi du 11 juillet 1938.

Art. 4.— La présente décision, qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera, prend effet à compter du 12 janvier 1978.

Papeete, le 12 janvier 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,

le 12 janvier 1978.

Le haut-commissaire,

Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 41 AA du 12 janvier 1978 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'association sportive Phénix.

Vu la demande en date du 24 décembre 1977 de M. S. Jouen, président de l'association sportive Phénix ;

En ayant délibéré dans sa séance du 11 janvier 1978,

Arrête :

Article 1er.— M. S. Jouen, président de l'association sportive Phénix est autorisé à organiser une tombola au capital d'émission de 25.000.000 de francs composé de 125.000 billets à 200 francs l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le samedi 6 mai 1978 à Papeete.

Art. 2.— Le produit de la tombola sera intégralement et exclusivement destiné aux œuvres de l'association, sous la seule déduction des frais relatifs à l'organisation et au paiement des lots. Les billets seront conditionnés en carnets de 10. Tout vendeur d'un carnet aura droit à un billet gratuit.

Art. 3.— Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé à des tiers.

Art. 4.— Les lots seront les suivants :

1er lot	5.000.000
2e lot	2.000.000
3e lot	2.000.000
4e lot	1.000.000
5e lot	1.000.000
6e lot	500.000
7e lot	200.000
8e lot	200.000
9e lot	100.000
10e lot	100.000

ARRETE n° 0159 FT du 12 janvier 1978 accordant une avance sur subvention.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6132 FT du 23 décembre 1977 portant ouverture de crédits provisoires au titre du budget territorial de l'exercice 1978,

Arrête :

Article 1er.— Une avance de trois millions trois cent trente trois mille (3.333.000) francs sur sa subvention 1978 est accordée à l'institut de recherches médicales Louis Malardé.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget territorial, chapitre 43-01, article 10, exercice 1978.

Papeete, le 12 janvier 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,
J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 0172 FT du 13 janvier 1978 accordant une avance sur subvention.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret financier des territoires d'outre-mer du 30 décembre 1912 ;

Vu le décret du 19 juin 1938 relatif au contrôle des subventions accordées sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des territoires d'outre-mer,

Arrête :

Article 1er.— Une avance de cinquante mille francs (50.000) sur sa subvention 1978 est accordée au musée de Tahiti et des îles.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement : chapitre 43-01, article 50, exercice 1978.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 13 janvier 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,
J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 0181 FT du 13 janvier 1978 accordant une subvention.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer ;

Vu le décret du 19 juin 1938 relatif au contrôle des subventions accordées sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 825 FT du 4 avril 1964 déterminant les modalités de contrôle des subventions accordées sur les fonds du territoire ;

Vu les inscriptions budgétaires ;

Vu les justifications présentées,

Arrête :

Article 1er.— Une subvention d'un million six cent mille francs est accordée pour l'année 1977 à l'association des étudiants de Tahiti.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement : chapitre 44-01, article 37, exercice 1977.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 13 janvier 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,
J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 0182 AA du 13 janvier 1978 rendant exécutoire la délibération n° 77-138 du 22 décembre 1977 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 77-138 du 22 décembre 1977 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, accordant l'aval du territoire à un emprunt destiné au financement de l'acquisition d'un navire pour la desserte de Moorea (société Tahiti-Moorea-service).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 13 janvier 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,

J.-R. GARNIER.

DELIBERATION n° 77-138 du 22 novembre 1977 accordant l'aval du territoire à un emprunt destiné au financement de l'acquisition d'un navire pour la desserte de Moorea.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 5835 AA du 6 décembre 1977 convoquant l'assemblée territoriale en session budgétaire ;

Vu la lettre n° 0058 du 5 décembre 1977 approuvée en conseil de gouvernement le 1er décembre 1977 ;

Vu le rapport n° 187-77 en date du 20 décembre 1977 de la commission des affaires financières économiques et sociales ;

Dans sa séance du 22 novembre 1977,

Adopte :

Article 1er.— Le territoire de la Polynésie française accorde son aval pour un emprunt devant être souscrit pour un montant de cinquante millions CP (50.000.000) à la société Tahiti-Moorea-Service pour l'acquisition d'un navire destiné à la desserte de Moorea.

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,

Léon LICHTLÉ.

Le président,

Frantz VANIZETTE.

ARRETE n° 187 TP du 16 janvier 1978 portant mise en régie des travaux de réfection de chaussée et d'assainissement de la route de ceinture côte Est de Tahiti. Marché n° 76-029 du 5 février 1976. Titulaire : Société Tahitienne de dragages - Atger Edwin gérant.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment son article 63 ;

Vu la délibération n° 77-100 du 20 août 1977 de l'assemblée territoriale portant délégation de pouvoirs à la commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 352 AA/F en date du 19 octobre 1966 rendant exécutoire la délibération n° 66-109 du 3 octobre 1966 portant réglementation des marchés administratifs de toute nature passés au nom du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 4158 TP du 14 décembre 1966 portant établissement du cahier des clauses administratives générales concernant les marchés passés au nom du territoire de la Polynésie française ;

Vu le marché à commande n° 76/029 pour l'exécution de travaux de réfection de chaussée et d'assainissement de la route de ceinture côte Est de Tahiti approuvé le 5 février 1976 notifié le 6 février 1976 ;

Vu l'ordre de service n° 17 Direction du 6 février 1976 de notification du marché ;

Vu la lettre de commande n° 1 référence n° 477 TP/D donnant l'ordre de commencer les travaux à réaliser par tronçons entre les P.K. 25,500 et 45,700 notifiée le 15 mars 1976 ;

Vu l'avenant n° 2008 TP/D modifiant le délai contractuel des travaux de 4 mois à 12 mois, et la masse des travaux de 14.000.000 F à 20.928.970 F ;

Vu la carence de l'entreprise ;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics, des mines, de l'infrastructure et de l'aménagement,

Arrête :

Article 1er.— Les travaux de réfection de chaussée et d'assainissement de la route de ceinture côte Est de Tahiti, objet du marché n° 76-029 approuvé le 5 février 1976, la lettre de commande n° 1 et avenant n° 2008 sont mis en régie définitive aux frais de l'entreprise société tahitienne de dragages conformément à l'article 35 de l'arrêté n° 4158 TP du 14 décembre 1966.

Les travaux seront poursuivis aux frais de l'entreprise. Le montant approximatif des travaux mis en régie s'élèvera à 9.500.000 F CP.

Art. 2.— Les pénalités pour retard prévues par l'article 6.2 du marché 76/029 et qui courent depuis le 16 mars inclus, cesseront la veille du jour de notification à l'entrepreneur du présent arrêté.

Art. 3.— Le chef du service des travaux publics, des mines, de l'infrastructure et de l'aménagement, le chef du service des finances et de la comptabilité, le trésorier-payeur général de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution immédiate du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé ou son mandataire, enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 16 janvier 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,

J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 201 AA du 16 janvier 1978 *rendant exécutoire la délibération n° 77-139 du 22 décembre 1977 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.*

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 77-139 du 22 décembre 1977 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant exonération des droits d'enregistrement et de transcription les remplois d'indemnités versées dans le cadre d'une expropriation pour cause d'utilité publique.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 16 janvier 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,
J.-R. GARNIER.

DELIBERATION n° 77-139 du 22 novembre 1977 portant exonération des droits d'enregistrement et de transcription les remplois d'indemnités versées dans le cadre d'une expropriation pour cause d'utilité publique.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 15 novembre 1973 relatif à la formalité de l'enregistrement en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 5835 AA du 6 décembre 1977 convoquant l'assemblée territoriale en session budgétaire ;

Vu la lettre n° 29 ENR du 21 octobre 1977 du conseil de gouvernement, approuvée dans sa séance du 19 octobre 1977 ;

Vu le rapport n° 191-77 en date du 21 décembre 1977 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 22 novembre 1977,

Adopte :

Article 1er.— Sont exonérés de droits d'enregistrement et de transcription les remplois des indemnités versées par les collectivités publiques, notamment le territoire et les communes, dans le cadre d'une expropriation inférieure ou égale à une valeur de 10 millions de francs CP pour cause d'utilité publique.

Art. 2.— Cette exemption est accordée à la condition que le remploi des sommes perçues soit effectué dans un délai de douze mois de leur règlement aux expropriés. Toutefois des prorogations de ce délai pourront être accordées par le conseil de gouvernement dans des cas de force majeure.

Art. 3.— Pour le calcul des droits d'enregistrement, les sommes remployées viendront en déduction de l'assiette, le montant des indemnités d'expropriation constituant le maximum.

Art. 4.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,

Léon LICHTLÉ.

Le président,

Frantz VANIZETTE.

ARRETE n° 202 AA du 16 janvier 1978 *rendant exécutoire la délibération n° 77-140 du 22 décembre 1977 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.*

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 77-140 du 22 décembre 1977 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, habilitant le chef du territoire à signer une convention de prêt avec la caisse centrale de coopération économique (construction d'un wharf à Taiohae - Marquises).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 16 janvier 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,
J.-R. GARNIER.

DELIBERATION n° 77-140 du 22 novembre 1977 habilitant le chef du territoire à signer une convention de prêt avec la caisse centrale de coopération économique.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 29 et suivants ;

Vu l'arrêté n° 5835 AA du 6 décembre 1977 convoquant l'assemblée territoriale en session budgétaire ;

Vu la lettre n° 60 FT du 5 décembre 1977 du conseil de gouvernement, approuvée dans sa séance du 1er décembre 1977 ;

Vu le rapport n° 188-77 en date du 20 décembre 1977 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 22 novembre 1977,

Adopte :

Article 1er.— Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, chef du territoire, président du conseil

de gouvernement, est habilité à signer une convention de prêt de *soixante trois millions CP* (63.000.000 CP) soit *trois millions quatre cent soixante cinq mille francs français* (3.465.000 FF) avec la caisse centrale de coopération économique pour le financement des travaux de construction d'un wharf à Taiohae (Marquises).

Art. 2.— Afin de permettre le remboursement de ce prêt, le territoire s'engage à inscrire chaque année au budget les sommes nécessaires pour en assurer l'amortissement et le paiement des intérêts.

Art. 3.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,
Léon LICHTLE.

Le président,
Frantz VANIZETTE.

ARRETE n° 042 TP du 17 janvier 1978 ordonnant le dépôt et la publication des plans parcellaires des terrains nécessaires à la construction d'un ensemble de direction d'administration de formation initiale et permanente, de documentations et de recherches de l'enseignement territorial (école normale, service de l'enseignement territorial, centre territorial de recherches et de documentations pédagogiques - annexes).

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977, relative à l'organisation de la Polynésie française, et notamment les articles 20 et 21 ;

Vu le décret du 5 novembre 1936, réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire ;

Vu l'arrêté n° 3560 TP du 18 juillet 1977 ordonnant une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique à la construction d'un ensemble de direction d'administration de formation initiale et permanente de documentation et de recherches de l'enseignement territorial (école normale, service de l'enseignement territorial, centre territorial de recherches et de documentations pédagogiques annexes) ;

Vu l'arrêté n° 210 TP du 21 octobre 1977 déclarant l'utilité publique des travaux précités ;

Vu les plans parcellaires des terrains nécessaires à cette opération ainsi que les superficies et l'état indiquant les noms des propriétaires tels qu'ils figurent sur les documents fonciers ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 11 janvier 1978,

Arrête :

Article 1er.— Il sera procédé conformément au titre II du décret du 5 novembre 1936 à une enquête parcellaire relative aux terrains nécessaires à la construction d'un ensemble de direction d'administration de recherches de l'enseignement territorial, de formation initiale et permanente (école normale, service de l'enseignement territorial, centre territorial de recherches et de documentations pédagogiques - annexes).

Art. 2.— En conséquence les plans parcellaires ainsi que l'état indiquant la superficie des terres atteintes et les noms des propriétaires resteront déposés à la mairie

de Pirae pendant 8 jours pleins du 6 février 1978 au 13 février 1978 inclusivement, où chacun pourra en prendre connaissance, dimanches et jours fériés exceptés aux heures habituelles d'ouverture de la mairie et produire, s'il y a lieu, ses observations.

Art. 3.— Préalablement un avertissement annonçant ce dépôt sera affiché aux portes de la mairie de Pirae et aux endroits les plus fréquentés de la commune.

Le présent arrêté, servant également d'avertissement, sera inséré au *Journal officiel* du territoire.

Notification individuelle préalable au dépôt sera également faite aux propriétaires intéressés, conformément aux dispositions de l'article 7 du décret du 5 novembre 1936.

Art. 4.— Le maire de la commune de Pirae certifiera l'apposition des affiches et le dépôt des plans parcellaires.

Il consignera sur un registre ouvert à cet effet, les observations et les déclarations qui lui auront été faites verbalement et y annexera celles qui lui auront été adressées par écrit.

Il y mentionnera également les déclarations d'élection de domicile faites par les propriétaires des immeubles portés à l'état annexé au plan et par les autres intéressés.

Art. 5.— A l'expiration du délai de huitaine ci-dessus fixé, ce registre sera clos et signé par le maire de la commune de Pirae.

Art. 6.— La commission visée ci-après recevra pendant un nouveau délai de 8 jours, du 20 février 1978 au 27 février 1978 inclusivement, dimanches et jours fériés exceptés, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux de la subdivision, les observations des propriétaires.

A l'issue de ce délai, elle se réunira au bureau de la subdivision administrative des îles du Vent, à Papeete, à une date qui sera précisée aux intéressés ultérieurement.

Elle donnera son avis tant sur les observations consignées au registre que sur celles qui lui auront été adressées directement.

Sont désignés pour faire partie de la commission prévue par l'article 9 du décret du 5 novembre 1936 susvisé :

M. le chef de la subdivision administrative des îles du Vent ou son représentant	Président
M. le maire de la commune de Pirae ou son représentant	Membre
M. Louis Chavez, propriétaire	»
M. Eugène Haereraaroa, propriétaire	»
M. Alexandre Le Gayic, propriétaire	»
M. Morton Garbutt, propriétaire	»
M. Pierre Juventin, propriétaire	Membre suppléant
M. Alain Pauchard, architecte au STPMIA	Membre

Art. 7.— Si la commission propose quelques changements au projet, avis sera donné immédiatement aux propriétaires que ces changements pourraient intéresser, conformément aux articles 6, 7 et 11 du décret du 5 novembre 1936.

Pendant la huitaine à dater de cet avertissement, le procès-verbal et les pièces resteront déposés au bureau de la subdivision où les parties intéressées pourront en prendre communication sans déplacement, et sans frais, et fournir leurs observations écrites.

Art. 8.— Dans les trois jours suivants, le président de la commission transmettra toutes les pièces de l'enquête au chef du territoire (service des travaux publics).

Art. 9.— Le chef de la subdivision administrative des îles du Vent, le maire de Pirae et le chef du service des travaux publics, des mines, de l'infrastructure et de l'aménagement, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 17 janvier 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,

le 17 janvier 1978.

Le haut-commissaire,

Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 0233 FT du 17 janvier 1978 accordant une subvention.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer ;

Vu le décret du 19 juin 1938 relatif au contrôle des subventions accordées sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 825 FT du 4 avril 1964 déterminant les modalités de contrôle des subventions accordées sur les fonds du territoire ;

Vu les inscriptions budgétaires ;

Vu l'arrêté n° 64 FT du 26 août 1977 portant répartition d'une subvention ;

Vu les justifications présentées,

Arrête :

Article 1er.— Une subvention de 95.000 (quatre vingt quinze mille francs) est accordée pour l'année 1977 au syndicat des travailleurs de recrutement local du SAOM.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement : chapitre 44-01, article 40, exercice 1977.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 17 janvier 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,

J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 0256 BAC du 18 janvier 1978 modifiant la liste des centimes additionnels aux contributions locales perçus au profit des budgets communaux.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, Chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la loi 711028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation de communes dans le territoire de la Polynésie française et notamment l'article 8-2° ;

Vu la loi 771460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3005 BAC du 20 décembre 1972 fixant le maximum des centimes additionnels aux contributions locales perçus au profit des budgets communaux ;

Le conseil de gouvernement entendu dans sa séance du 28 décembre 1977,

Arrête :

Article 1er.— La liste des centimes additionnels aux contributions locales qui peuvent être votés par les conseils municipaux est complétée ainsi qu'il suit : taxe sur les transactions 30 %.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le trésorier payeur général, les chefs de subdivisions administratives sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 18 janvier 1978.

Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 268 FT du 19 janvier 1978 portant ouverture de crédits provisoires au titre du budget territorial ordinaire de l'exercice 1978.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Les crédits provisoires ci-après sont ouverts au budget territorial ordinaire, exercice 1978 au titre du mois de février 1978.

(Voir tableaux page suivante)

Titre	Chap.	Art.	Désignation	Montant par article	Montant par chapitre
I	10-10		Pensions et allocations viagères		
		10	Pensions et allocations viagères	497.000	
		20	Retraites des fonctionnaires des cadres territoriaux non affiliés	62.000	559.000
II	20-10		POUVOIRS PUBLICS		
			Représentation parlementaire et assemblée territoriale - Personnel		
		20	Conseillers territoriaux	4.900.000	
		30	Secrétariats particuliers	300.000	
		40	Secrétariat général de l'assemblée territoriale	1.124.000	6.324.000
III	30-10		MOYENS DES SERVICES		
			Conseil de gouvernement - Personnel		
		15	Vice-présidence du conseil de gouvernement	530.000	
		20	Membres du conseil de gouvernement	1.521.000	
		30	Secrétariat du conseil de gouvernement	266.000	
		40	Service des archives	268.000	
		50	Délégation du territoire à Paris	250.000	2.835.000
			Services centraux d'administration générale - Personnel		
		10	Service de la fonction publique	500.000	
		20	Etat civil et fichier généalogique	796.000	
		30	Service de l'administration pénitentiaire	4.226.000	
		50	Bureau du courrier	75.000	
		60	Service des affaires administratives territoriales	480.000	6.077.000
			Services financiers - Personnel		
		10	Service des finances et de la comptabilité	2.089.000	
		20	Service des contributions directes	733.000	
		30	Service de l'enregistrement et du timbre	481.000	
		40	Service des domaines	1.030.000	
		50	Service du cadastre	1.397.000	
		60	Service des terres	834.000	6.564.000
			Services économiques		
		10	Service des affaires économiques	630.000	
		20	Service du plan	170.000	
		25	Bureau de développement industriel	275.000	
		30	Service des affaires maritimes	240.000	
		40	Aviation civile	860.000	2.175.000
			Service de l'économie rurale - Personnel		
		10	Direction	2.928.000	
		20	Recherche agronomique, conditionnement et police phytosanitaire	1.309.000	
		30	Développement de l'agriculture	3.874.000	
		40	Développement de l'élevage	1.767.000	
		50	Eaux et forêts	386.000	
		60	Déplacements	392.000	
		70	Enseignement agricole	916.000	11.572.000
			Service de la pêche - Personnel		
		10	Service de la pêche	3.875.000	
		20	Déplacements	291.000	4.166.000
			Service des travaux publics - Personnel		
		10	Direction	922.000	
		20	Subdivision mines et transports	735.000	
		30	Subdivision des phares et balises	1.622.000	
		40	Groupement de comptabilité et d'approvisionnement	3.749.000	
		50	Groupement études et programmation	3.390.000	
		60	Arrondissement infrastructure	4.615.000	
		80	Déplacements	700.000	15.733.000

Titre	Chap.	Art.	Désignation	Montant par article	Montant par chapitre
	36-10		Exploitations et établissements industriels - Personnel		
		10	Imprimerie officielle	1.168.000	
		20	Parc à matériel	8.038.000	
		30	Déplacements parc à matériel	208.000	9.414.000
	37-10		Service de santé		
		10	Services centraux	2.654.000	
		20	Service de médecine préventive	10.110.000	
		30	Etablissements de soins	5.224.000	
		35	Circonscriptions médicales de Tahiti	3.203.000	
		40	Circonscriptions médicales de Moorea	761.000	
		50	Circonscriptions médicales des Iles Sous-le-Vent	2.802.000	
		60	Circonscriptions médicales des Marquises	1.752.000	
		70	Circonscriptions médicales des Australes	753.000	
		75	Circonscriptions médicales des Tuamotu Gambiers	753.000	
		80	Travaux supplémentaires	188.000	
		81	Déplacements intérieurs	417.000	28.612.000
	38-10		Service de l'enseignement territorial - Personnel		
		10	Direction	5.949.000	
		20	Enseignement du premier degré	63.333.000	
		30	Action périscolaire	92.000	
		40	Formation permanente	428.000	
		50	Heures supplémentaires	421.000	
		60	Déplacements intérieurs	340.000	70.563.000
	38-50		Jeunesse, travail et aide sociale - Personnel		
		10	Service de la jeunesse et des sports	1.540.000	
		20	Travail et lois sociales	667.000	
		30	Service des affaires sociales.	1.750.000	
		40	Service de l'aide sociale à l'enfance et à l'adolescence	307.000	4.264.000
	39-10		Dépenses communes et diverses de personnel		
		20	Frais de relève	3.750.000	
		25	Congés de longue durée	83.000	3.833.000
			DEPENSES DES TRAVAUX D'ENTRETIEN		
	39-51		Iles du Vent		
			Bâtiments de services		
		10	Administration générale.	473.000	
		11	Services financiers.	165.000	
		12	Services économiques	32.000	
		13	Service des travaux publics.	55.000	
		14	Service de l'enseignement.	33.000	
		15	Service de santé.	432.000	
			Bâtiments à usage d'habitation		
		20	Administration générale.	7.000	
		21	Services financiers.	7.000	
		22	Services économiques	15.000	
		23	Service des travaux publics.	9.000	
		25	Service de santé.	15.000	
			Routes et ponts		
		30	Eclairage des routes	1.333.000	
		31	Entretien courant.	6.827.000	
		32	Grosses réparations.	550.000	
			Ouvrages portuaires		
		40	Ouvrages portuaires.	282.000	
		41	Balisage à caractère général	265.000	
			Autres ouvrages		
		50	Ouvrages aéroportuaires	72.000	
		55	Emetteurs F.R.3	464.000	11.036.000

Titre	Chap.	Art.	Désignation	Montant par article	Montant par chapitre
IV	39-61		Iles Sous-le-Vent		
			Bâtiments des services		
		10	Administration générale.	5.000	
		12	Services économiques	20.000	
		13	Service des travaux publics.	55.000	
		15	Service de santé.	261.000	
			Bâtiments à usage d'habitation		
		20	Administration générale.	3.000	
		22	Services économiques	5.000	
		23	Service des travaux publics.	5.000	
		25	Service de santé.	16.000	
			Routes et ponts		
		31	Entretien courant.	3.316.000	
		32	Grosses réparations.	583.000	
			Ouvrages portuaires		
		40	Ouvrages portuaires.	182.000	
		41	Balisage à caractère général	46.000	
			Autres ouvrages		
		50	Ouvrages aéroportuaires	132.000	4.629.000
			CONTRIBUTIONS, FONDS DE CONCOURS, SUBVENTIONS, PRETS ET ALLOCATIONS		
	41-11		Versements à des comptes et fonds spéciaux		
		10	Fonds intercommunal de péréquation.	160.000.000	160.000.000
	43-01		Subventions de fonctionnement et fonds de concours à des organismes et établissements publics		
		10	Institut de recherches médicales	3.333.000	
		30	Office de la main-d'œuvre.	441.000	
		40	Chambre d'agriculture	500.000	4.274.000
	43-11		Subvention de fonctionnement aux budgets annexes		
		10	Hôpital de Mamao	33.358.000	33.358.000
	46-01		Bourses d'études et d'entretien		
		10	Bourses, prêts d'honneur, aides dans la métropole.	4.344.000	
		20	Bourses locales de l'enseignement privé	2.535.000	
		25	Bourses locales de l'enseignement public.	8.152.000	
		30	Complément aux bourses d'élèves internes.	3.616.000	
		40	Formation professionnelle des maîtres de l'enseignement privé.	738.000	
		50	Formation professionnelle des fonctionnaires.	15.660.000	
		60	Stages sportifs et animateurs.	112.000	35.157.000
	46-11		Apprentissage		
		10	Apprentissage et formation professionnelle.	1.416.000	
		20	Centre préformation et formation professionnelle	400.000	1.816.000
	46-51		Secours		
		10	Bureau d'assistance judiciaire et remboursement d'actes	200.000	
		20	Evacuations sanitaires à l'extérieur, secours et frais d'hospitalisation.	2.400.000	
		30	Secours aux indigents.	50.000	
		40	Secours exceptionnels.	150.000	2.800.000

Art. 2.— Il sera fait face à cette ouverture de crédits provisoires par les voies et moyens ordinaires de l'exercice.

Art. 3.— A cet effet est autorisée la perception, conformément aux règlements existants, de tous impôts, droits, taxes et revenus publics.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 janvier 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,

J.-R. GARNIER.

ADDITIF n° 0086 FT du 9 janvier 1978 à l'arrêté n° 6132 FT du 23 décembre 1977 portant ouverture de crédits provisoires au titre du budget territorial ordinaire, exercice 1978.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6132 FT du 23 décembre 1977 portant ouverture de crédits provisoires au titre du budget territorial ordinaire de l'exercice 1978,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1 de l'arrêté n° 6132 FT du 23 décembre 1977 est complété comme suit :

Titre	Chap.	Art.	Désignation	Montant	
				Par article	Par chapitre
III	35-50	10	Service de l'aménagement de l'urbanisme - Personnel	3.827.000	3.827.000

Art. 2.— Le présent additif sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 janvier 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,

J.-R. GARNIER.

RECTIFICATIF à l'arrêté n° 190 S du 14 octobre 1977 portant réglementation de l'école d'infirmiers et d'infirmières (publié au J.O.P.F. du 15 novembre 1977 n° 24, page 1003).

A l'article 5, paragraphe 2, au lieu de :

« - posséder le diplôme d'Etat d'infirmier et le certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier moniteur (certificat de cadre infirmier) ;

Lire :

« - posséder le diplôme d'Etat d'infirmier, le certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier moniteur, le certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier surveillant ou le certificat de cadre d'infirmier ;

Le reste sans changement.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc...

FONCTION PUBLIQUE

Par décision n° 0063 PEL du 6 janvier 1978.— M. Linden Bernard, chiffeur contractuel de 2e catégorie, 6e échelon, embarqué à Paris-Roissy le 25 décembre et arrivé à Papeete le 26 décembre 1977, par avion de la compagnie UTA, a repris ses fonctions de chef du bureau du courrier et du bureau du chiffre.

Dépense imputable au budget Etat : chapitre 31-21, article 40.

L'intéressé ayant rejoint son poste avant l'expiration normale de son congé, pour nécessités de service, cumulera le reliquat de congé, soit 13 jours, avec le congé suivant.

Par décision n° 169 PEL du 13 janvier 1978.— Est constatée la fixation en Polynésie française de la résidence habituelle de M. Wilfred Rey, technicien stagiaire de l'aviation civile actuellement en stage à l'école nationale de l'aviation civile à Toulouse.

Par décision n° 0191 PEL du 16 janvier 1978.— M. Esquevin Claude, inspecteur vétérinaire en chef de 1er échelon, embarqué à Paris-Roissy le 7 janvier et arrivé à Papeete le 8 janvier 1978 par avion de la compagnie UTA, a repris ses fonctions de chef de la section élevage au service de l'économie rurale.

Dépense imputable au budget Etat : chapitre 41-91, article 20.

Par décision n° 0192 PEL du 16 janvier 1978.— M. Guichou André, inspecteur de police de la police nationale, échelon exceptionnel, embarqué à Paris-Roissy le 5 janvier 1978 et arrivé à Papeete le 6 janvier 1978, par avion de la compagnie UTA, a repris ses fonctions au service de la sûreté générale de Papeete.

Dépense imputable au budget Etat : chapitre 31-21, article 40.

Par décision n° 0249 PEL du 18 janvier 1978.— M. Lebrun Jacques, chirurgien-dentiste contractuel, 1ère catégorie, 10e échelon, embarqué à Paris-Roissy le 8 septembre et arrivé à Papeete le 10 septembre 1977, par avion de la compagnie UTA, a repris ses fonctions au service d'hygiène dentaire, hôpital de Taravao, le 12 septembre 1977.

Dépense imputable au budget local : chapitre 37-10, article 20.

L'intéressé ayant rejoint son poste avant l'expiration normale de son congé, pour nécessités de service, cumulera le reliquat de congé, soit 3 mois 16 jours, avec le congé suivant.

La présente décision annule la décision n° 4862 PEL du 3 octobre 1977.

Par arrêté n° 324 PEL du 23 janvier 1978.— La date du concours de recrutement de quatre gardiens de la paix, fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, est fixée au 1er avril 1978 en ce qui concerne les épreuves écrites. Les candidats devront se présenter personnellement au service de la sûreté générale - avenue Bruat à Papeete avant le 10 mars 1978 au soir, pour dépôt de candidature et constitution de dossier.

Les épreuves qui se dérouleront à Papeete comprendront :

Epreuves écrites :

- a) une dictée (durée 1/2 heure) coefficient 2 ;
- b) une rédaction (durée 1 h 30) coefficient 2 ;
- c) deux problèmes d'arithmétique simple (durée 1 h) coefficient 2.

Epreuves physiques (coefficient 1, moyenne des notes obtenues aux différentes épreuves) :

- a) course de 100 mètres ;
- b) saut en hauteur avec élan ;
- c) grimper à la corde lisse (bras seulement) ;
- d) lancer du poids de 7,257 kg (meilleur bras).

Epreuve orale :

Conversation en dialecte tahitien (durée 10 minutes, coefficient 1).

*
* *

AFFAIRES ADMINISTRATIVES

Par arrêté n° 40 AA du 12 janvier 1978.— Est autorisé à la demande de M. Paul Horley, président de l'aéro-club de Rangiroa, un deuxième report au 26 février 1978 du tirage de la tombola de l'association, initialement prévu pour le 3 septembre 1977.

*
* *

AVIATION CIVILE

Par arrêté n° 0115 AC.DIR du 10 janvier 1978.— En application des dispositions du décret 73-80 et de l'arrêté du 26 janvier 1973 pris pour son application, délégation est donnée à M. Max Velluti, directeur du service de l'aviation civile pour délivrer sur le territoire de la Polynésie française, au nom du haut-commissaire de la République, des brevets et licences non professionnels de navigant de l'aéronautique civile.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Max Velluti, les mêmes pouvoirs sont délégués à M. Guy Yeung, ingénieur de l'aviation civile, chef du service de la navigation aérienne ou à M. Michel Clément, ingénieur principal des études et de l'exploitation de l'aviation civile, chef de la division des transports aériens.

Le présent arrêté abroge toutes dispositions contraires et notamment l'arrêté n° 9721 AC.DIR du 20 mars 1973.

Par arrêté n° 131 AC.DIR du 11 janvier 1978.— Délégation du pouvoir d'ordonnancement et de signature de toutes pièces justificatives d'ordonnancement pour les recettes et les dépenses du budget de l'Etat - secrétariat d'Etat auprès du ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire - transports - exécutées dans le territoire est donnée à M. Max Velluti, directeur du service de l'aviation civile en Polynésie française.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Max Velluti, les mêmes pouvoirs sont délégués à M. Guggenbuhl Ulric, sous-chef de service administratif, chef de la section administrative ou à M. Tscheiller André, secrétaire administratif, chef de section, adjoint au chef de la section administrative de la direction du service de l'aviation civile.

Le présent arrêté abroge toutes dispositions contraires et notamment l'arrêté n° 3258 PEL du 4 juillet 1977.

Par arrêté n° 132 AC.DIR du 11 janvier 1978.— Sont chargés de la liquidation des dépenses du budget de l'Etat - ministère de l'équipement et de l'aménagement du territoire - transports - DGAC - chapitre : 3422.10 dans la limite des crédits sous-délégés auprès du centre de sous-ordonnancement de Raiatea par le directeur du service de l'aviation civile en Polynésie française, les commandants d'aérodromes ci-dessous désignés :

- Winchester Edmond, commandant de l'aérodrome de Bora-Bora ;
- Juventin Guy, commandant de l'aérodrome de Raiatea.

Avant toute opération de liquidation, les fonctionnaires ci-dessus titulaires d'une délégation permanente devront en tant que de besoin déposer leur signature en triple exemplaire au centre de sous-ordonnancement de Raiatea et auprès du préposé du trésor d'Uturoa.

Le directeur du service de l'aviation civile ainsi que le trésorier-payeur général de la Polynésie française sont chargés de l'application des présentes dispositions.

Le présent arrêté abroge toutes dispositions contraires et notamment l'arrêté n° 3284 SG du 4 juillet 1977.

*
* *

AFFAIRES ECONOMIQUES

Par arrêté n° 6210 AE du 30 décembre 1977.— La liste des membres du comité de gestion de la caisse de soutien des prix du coprah désignés pour une période de deux ans est arrêtée comme suit :

Représentants des intérêts généraux :

Membres titulaires :

M. Porlier André, conseiller territorial, désigné par l'assemblée territoriale ;

M. Lorfèvre André, conseiller territorial, désigné par l'assemblée territoriale ;

M. Carsalade Henri, chef du service de l'économie rurale, désigné par le chef du territoire ;

M. Sabatier Albert, chef du service des contributions directes, désigné par le chef du territoire.

- Représentants des producteurs :

Membres titulaires :

M. Richmond Tahuhu a Tama, représentant des producteurs, désigné par l'assemblée territoriale ;

M. Millaud Sylvain, représentant des producteurs désigné par la chambre d'agriculture et d'élevage ;

M. Hervé Robert, représentant des producteurs, désigné par le chef du territoire ;

Membre suppléant :

M. Faugerat Paul, représentant des producteurs, désigné par le chef du territoire.

- Représentants du commerce :

Membre titulaire :

M. Rey Lérie, représentant désigné par la chambre de commerce et d'industrie ;

Membre suppléant :

M. Vincent Edouard, représentant désigné par la chambre de commerce et d'industrie ;

Membre titulaire :

M. Marere Henri, représentant désigné par le chef du territoire ;

Membre suppléant :

M. Garbutt Morton, représentant désigné par le chef du territoire.

Assistent de plein droit aux séances du comité de gestion de la caisse de soutien des prix du coprah, avec voix consultative :

M. Savoie Louis, chef du service des affaires économiques, directeur de la caisse de soutien des prix du coprah ;

M. Bailly André, trésorier-payeur général de la Polynésie française, agent comptable de la caisse de soutien des prix du coprah ;

M. Siu Julien, président-directeur général de la S.A. "Huilerie de Tahiti".

Les fonctions de commissaire de gouvernement placé auprès du comité de gestion de la caisse de soutien des prix du coprah, conformément aux dispositions de l'article 2 de la délibération n° 67-99 du 11 août 1967 seront exercées par le chef du service des finances et de la comptabilité ou son adjoint.

Le secrétariat de la caisse de soutien des prix du coprah est assuré par le service des affaires économiques.

Par arrêté n° 6211 AE du 30 décembre 1977.— La liste des membres du comité de gestion de la caisse de stabilisation des prix du coprah de la Polynésie française est arrêtée comme suit :

M. Carsalade Henri, représentant de l'administration ;

M. Porlier André, représentant de l'assemblée territoriale ;

M. Lorfèvre André, représentant de l'assemblée territoriale ;

M. Millaud Sylvain, représentant des producteurs ;

M. David Marc, représentant des producteurs ;

M. Faugerat Paul, représentant des producteurs ;

M. Malardé Yves, représentant des exportateurs ;

M. Chin Foo Marcel, représentant des exportateurs ;

M. Hervé Robert, représentant des exportateurs.

Assistent de plein droit aux séances du comité de gestion de la caisse de stabilisation des prix du coprah, avec voix consultative :

M. Savoie Louis, chef du service des affaires économiques, directeur de la caisse de stabilisation ;

M. Bailly André, trésorier-payeur général de la Polynésie française, agent-comptable de la caisse de stabilisation.

La fonction de commissaire de gouvernement auprès du comité de gestion est assurée par le chef du service des finances et de la comptabilité ou son représentant.

Le secrétariat de la caisse de stabilisation des prix du coprah est assuré par le service des affaires économiques.

*
* *

AMENAGEMENT ET URBANISME

Par arrêté n° 420 AU/TP du 29 décembre 1977.— Le sursis à statuer est prononcé sur les demandes de :

1) M. William Wilder : concession temporaire d'un emplacement du domaine public maritime à Paopao, pour la construction d'une jetée pour bateau de plaisance ;

2) M. Wilhem Orbeck : autorisation de creuser un chenal maritime d'accès au rivage long de 50 m, large de 6 m et profond de 3 m à proximité de l'hôtel Kia Ora ;

3) M. Jean Villedieu : autorisation de creuser un chenal d'accès au rivage long de 75 m, large de 6 m et profond de 1,5 m au droit de la terre Teruarei ;

4) M. Jean Brès : concession temporaire d'un emplacement du domaine public maritime à Teavaro pour l'établissement d'une passerelle d'accès aux eaux navigables, longue de 130 m.

Le chef du service de l'aménagement et de l'urbanisme et le chef du service des travaux publics et des mines, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

*
* *

ECONOMIE RURALE

Par arrêté n° 127 ER du 11 janvier 1978.— Délégation est donnée à M. Henri Carsalade, chef du service de l'économie rurale, pour signer, au nom du haut-commissaire, les commandes d'ouvrages techniques, l'expédition et la réception d'échantillons pour étude, la correspondance courante à caractère technique à l'intérieur du territoire, et tous actes dans la limite de ses attributions, à l'exclusion des arrêtés et décisions.

M. Carsalade est habilité à signer, en outre, les ordres de déplacement, à l'intérieur du territoire, des agents placés sous son autorité, n'excédant pas six jours.

Le présent arrêté abroge toutes dispositions contraires et notamment l'arrêté n° 360 ER du 26 janvier 1976.

Par arrêté n° 128 ER du 11 janvier 1978.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Henri Carsalade, chef du service de l'économie rurale, délégation de signature est donnée à M. Edouard Durouchoux, adjoint au chef de service, pour signer, au nom du haut-commissaire, les commandes d'ouvrages techniques, l'expédition et la réception d'échantillons pour étude, la correspondance courante à caractère technique à l'intérieur du territoire et tous actes dans la limite des attributions du chef de service, à l'exclusion des arrêtés et décisions. M. Edouard Durouchoux est, en outre, habilité à signer les ordres de déplacement, à l'intérieur du territoire, des agents placés sous l'autorité du chef de service, n'excédant pas six jours.

Le présent arrêté abroge toutes dispositions contraires et notamment l'arrêté n° 361 ER du 26 janvier 1976.

*
* *
*

FINANCES TERRITORIALES

Par arrêté n° 6198 FT du 29 décembre 1977.— Une indemnité de *quarante huit mille neuf cents francs* sera versée à l'entreprise Multiservice pour le remplacement d'un pare brise endommagé par la chute d'une noix de coco provenant d'un terrain territorial.

La dépense est imputable au budget territorial, chapitre 39-11, article 85.

*
* *
*

SECRETARIAT GENERAL

Par arrêté n° 0075 SG du 6 janvier 1978.— Délégation est donnée à M. Jean Zebrowski, chef de la subdivision administrative des îles Sous-le-Vent, pour signer au nom du haut-commissaire tous les actes, décisions et arrêtés, dans toutes les matières relevant de ses attributions et notamment pour l'exercice de la tutelle des communes de la subdivision administrative dans les limites fixées par l'arrêté n° 2142 CAB du 30 juin 1972, ainsi que pour l'attribution des congés annuels et la signature des ordres de déplacement à l'intérieur du territoire, n'excédant pas six jours, pour les fonctionnaires placés sous son autorité.

En outre, délégation de signature est donnée à M. Jean Zebrowski pour approuver les budgets primitifs et supplémentaires ainsi que les comptes administratifs des communes de la subdivision administrative.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean Zebrowski, chef de la subdivision administrative des îles Sous-le-Vent, délégation est donnée à M. Gérard Nivon, attaché de la F.O.M., adjoint au chef de la subdivision administrative des îles Sous-le-Vent, pour signer au nom du haut-commissaire tous actes, décisions et arrêtés entrant dans les matières relevant des attributions du chef de la subdivision telles que définies ci-dessus.

Le présent arrêté abroge toutes dispositions antérieures contraires, et notamment l'arrêté n° 3837 SG du 3 août 1977.

Par arrêté n° 0077 SG du 6 janvier 1978.— Délégation est donnée à M. Jacques Denis Drollet, chef du service de l'enseignement territorial, pour signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française, chef du territoire, dans les matières suivantes :

a) recrutement, affectation, licenciement des personnels suppléants de son service ;

b) décision d'affectation dans les établissements relevant de l'enseignement territorial du personnel appartenant à des cadres territoriaux et des agents de bureau ;

c) octroi des congés annuels des fonctionnaires non enseignants des corps de l'Etat, des agents contractuels et décisionnaires exerçant dans les bureaux administratifs de l'enseignement territorial.

Le présent arrêté abroge toutes dispositions contraires et notamment l'arrêté n° 0167 SG du 15 janvier 1976.

Par arrêté n° 0082 SG du 6 janvier 1978.— Délégation est donnée à M. Aimé Ramadier, chef de la subdivision administrative des Tuamotu-Gambier, pour signer au nom du haut-commissaire tous actes, décisions et arrêtés, dans toutes les matières relevant de ses attributions et notamment pour l'exercice de la tutelle des communes de la subdivision administrative dans les limites fixées par l'arrêté n° 2144 CAB du 30 juin 1972, ainsi que pour l'attribution des congés annuels et la signature des ordres de déplacements à l'intérieur du territoire, n'excédant pas six jours, pour les fonctionnaires placés sous son autorité.

En outre, délégation de signature est donnée à M. Aimé Ramadier pour approuver les budgets primitifs et supplémentaires ainsi que les comptes administratifs des communes de la subdivision administrative.

Le présent arrêté abroge toutes dispositions antérieures contraires et en particulier l'arrêté n° 3904 SG du 5 août 1977.

Par arrêté n° 83 SG du 6 janvier 1978.— Délégation est donnée à M. Jean-Michel Barre, vice-recteur de la Polynésie française, pour signer au nom du haut-commissaire dans les matières suivantes :

Enseignement secondaire et technique public :

- actes administratifs intéressant la gestion des personnels enseignants et non enseignants titulaires rémunérés sur le budget du ministère de l'éducation (congés administratifs, congés pour examen ou concours) ;

- actes administratifs intéressant la gestion des personnels enseignants et non enseignants auxiliaires rémunérés sur le budget du ministère de l'éducation (recrutement, affectation, congés, licenciement).

Enseignement primaire, secondaire et technique privé, placé sous le régime de la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959.

- actes administratifs intéressant la gestion des personnels enseignants titulaires, mis à la disposition des enseignements privés et rémunérés sur le budget du ministère de l'éducation (congés administratifs, congés pour examen ou concours) ;

- actes administratifs intéressant la gestion des personnels enseignants contractuels ou auxiliaires rémunérés sur le budget du ministère de l'éducation (recrutement, affectation, avancement, congés, licenciement).

Le présent arrêté abroge toutes dispositions contraires et notamment l'arrêté n° 7323 SG du 9 décembre 1976.

Par arrêté n° 88 SG du 9 janvier 1978.— M. Robert Wong Fat, chef du service du plan par intérim, reçoit délégation du pouvoir :

- d'ordonnancement et de signature de toutes pièces justificatives d'ordonnancement pour les recettes et dépenses du FIDES ;

- d'approbation des marchés et conventions de toutes natures passés au titre du FIDES.

Le présent arrêté abroge toutes dispositions contraires et notamment l'arrêté n° 5058 SG du 14 octobre 1977.

Par arrêté n° 0114 SG du 10 janvier 1978.— Délégation est donnée à M. Max Velluti, directeur du service de l'aviation civile de la Polynésie française, pour signer au nom du haut-commissaire, à l'exclusion des arrêtés, tous actes, décisions et conventions relatifs :

- au fonctionnement des services et installations intéressant la sécurité de la navigation aérienne d'intérêt général ;

- au fonctionnement des services chargés de la météorologie au profit de l'aviation civile et des autres utilisateurs ;

- à la gestion et à l'exploitation des aéroports et installations aéronautiques classées d'intérêt général ;

- aux travaux de génie civil aéronautique incombant à l'Etat sous réserve des dispositions ci-après :

- au contrôle économique et technique des liaisons aériennes d'intérêt général, à l'exclusion des autorisations de vol demandées par les compagnies étrangères ;

- au fonctionnement des services de recherche et de sauvetage dans l'intérêt de l'aéronautique ;

- au fonctionnement du transport aérien d'intérêt général ;

- au contrôle technique général de la sécurité et de la circulation aérienne d'intérêt local ;

- à la mise en œuvre des directives et instructions d'ordre technique du ministre de l'aviation civile concernant la sécurité de l'aéronautique à l'intérieur de la région d'information de vol de Papeete.

Dans le cadre de ses attributions, délégation est donnée à M. Max Velluti pour signer au nom du haut-commissaire les décisions à caractère individuel dont la liste est fixée ci-dessous :

- les décisions portant désignation d'intérimaires au sein de la direction de l'aviation civile ;

- les décisions portant attribution de congé de fin de séjour et fixant les conditions de mise en route des intéressés, à l'exclusion des décisions concernant les personnels des cadres territoriaux ;

- les décisions d'affectation à l'intérieur du territoire ;

- les décisions de congé à l'intérieur du territoire, à l'exclusion des décisions concernant les personnels des cadres territoriaux ;

- les décisions d'attribution d'indemnités statutaires ou d'heures supplémentaires dans le cadre de la réglementation en vigueur dans le territoire ;

- les décisions de licenciement du personnel temporaire ;

- les décisions de déplacement à l'intérieur du territoire ;

- les réquisitions de passage ;

- les ordres de recrutement du personnel temporaire, à l'exclusion de ceux concernant le personnel temporaire de 1ère et 2e catégorie de la convention collective.

Préalablement à leur signature, ces décisions sont soumises au visa des services intéressés (personnel, finances, éventuellement inspection du travail). L'avis du chef de subdivision administrative est demandé avant l'affectation dans un archipel extérieur.

Conformément aux dispositions de l'arrêté interministériel du 25 août 1969, délégation est donnée à M. Max Velluti pour signer :

- 1°) les marchés, conventions, contrats, lettres de commandes, avenants, bons de commandes sur marchés ouverts à condition que le montant de la dépense correspondante ne dépasse pas 3.000.000 francs métropolitains ;

- 2°) les exonérations de pénalité d'un montant inférieur à 30.000 frs métropolitains ;

- 3°) les autorisations d'occupation temporaire du domaine de l'Etat dans l'emprise des aéroports affectés en totalité ou partiellement à l'aéronautique civile.

Délégation est donnée à M. Max Velluti pour signer au nom du haut-commissaire les correspondances du service de l'aviation civile relatives :

- à la gestion des personnels, à l'exclusion des correspondances relatives aux cadres territoriaux ;

- à la gestion budgétaire, à l'exclusion des correspondances relatives aux mesures nouvelles ;

- à l'application de la réglementation concernant la sécurité aérienne, l'information aéronautique, le fonctionnement des organismes de recherche et de sauvetage, le personnel navigant, l'exploitation technique du matériel volant des entreprises de transport et de travail aérien exerçant à titre principal leur activité dans le territoire de la Polynésie française et le contrôle technique de l'aviation légère ;

- à la préparation, à l'exécution des travaux de génie civil et à la gestion du domaine aéronautique lorsque la signature de ces correspondances incombe à l'ingénieur en chef, en application de la réglementation générale de la direction des bases aériennes ou des services des ponts et chaussées ;

- à l'application de la réglementation générale concernant le fonctionnement des services météorologiques ; et, d'une façon générale, toute correspondance de pure routine technique.

Toutefois, les correspondances destinées aux départements ministériels et aux administrations extérieures n'entrent pas dans le cadre de la présente délégation.

Le présent arrêté abroge toutes dispositions contraires et notamment l'arrêté n° 3284 SG du 4 juillet 1977.

Par arrêté n° 130 SG du 11 janvier 1978.— Délégation est donnée à M. François Dupuy, chef du service de l'aménagement et de l'urbanisme pour signer au nom du haut-commissaire tous actes dans la limite de ses attributions et notamment les avis d'enquêtes de commodo et incommode ouvertes en application de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961, les commissions d'emplois des agents assermentés de son service, ainsi que les ordres de déplacement à l'intérieur du territoire, n'excédant pas six jours des personnels placés sous son autorité, à l'exclusion des décisions et arrêtés.

Le présent arrêté abroge toutes dispositions contraires et notamment l'arrêté n° 3743 SG du 29 juillet 1977.

Par arrêté n° 180 SG du 13 janvier 1978.— En cas d'absence ou d'empêchement du chef du service du personnel, délégation de signature est donnée à Mme Lehartel Micheline, secrétaire administratif de 8e échelon du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, adjoint au chef du service du personnel pour signer :

1°) toutes les correspondances concernant l'administration et la gestion du personnel, à l'exception des correspondances avec le département ;

2°) tous actes d'administration et de gestion du personnel, à l'exception des arrêtés.

Le présent arrêté abroge toutes dispositions contraires et notamment l'arrêté n° 139 SG du 13 janvier 1976.

Par arrêté n° 229 CD du 16 janvier 1978.— Délégation est donnée à M. Sabatier Albert, chef du service des contributions directes, pour signer au nom du haut-commissaire, à l'exception des arrêtés, en matière de décharge ou réduction d'impôts directs et de taxes assimilées, dans les cas ci-après énumérés :

a) pour tout dégrèvement sans limitation de somme en matière de juridiction contentieuse définie par l'article 32, paragraphe 1, section XVII du code des impôts directs ;

b) pour le dégrèvement ou le rejet en matière gracieuse définie par l'article 32 paragraphe 2 section XVII du code des impôts directs :

- des droits dans la limite de 500.000 FCP par cote et par exercice,
- des pénalités dans la limite de 1.000.000 FCP par cote et par exercice.

c) pour toute décision de rejet partiel ou total en matière contentieuse dans la limite de 100.000 FCP par cote et par exercice.

M. Sabatier Albert est en outre habilité à signer :

a) les rôles individuels provisoires dont l'établissement est prévu par l'article 160 du décret du 30 décembre 1912 dans les cas énumérés et les conditions définies par le code des impôts directs ;

b) les rôles d'impôts directs et de taxes assimilées ainsi que les documents annexes intéressant les émissions desdits rôles dont le montant aura été fixé par arrêté ;

c) les documents intéressant la régularisation du contentieux des impôts directs et des taxes assimilées, à savoir : les ordonnances de remise et modération, de décharge et réduction pour cotes irrécouvrables ou indûment imposées, ainsi que les états détaillés fournis à l'appui des arrêtés pris en cette matière.

En cas d'absence ou d'empêchement du chef du service des contributions directes, délégation est donnée à M. Chalmont Pierre, attaché de la France d'outre-mer, adjoint au chef du service des contributions directes, pour signer au nom du haut-commissaire les documents dans les matières et les cas énumérés ci-dessus.

Le présent arrêté abroge toutes dispositions contraires et notamment l'arrêté n° 3874 CD du 4 août 1977.

ACTES MUNICIPAUX

COMMUNE DE PUNAAUIA

DELIBERATION MUNICIPALE n° 35-77 du 28 décembre 1977 modifiant l'article 2 de la délibération n° 45-73 du 1er décembre 1973.

Le conseil municipal de la commune de Punaauia,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création de communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 45-73 du 1er décembre 1973 instituant une taxe sur l'énergie électrique consommée sur le territoire de la commune de Punaauia pour l'éclairage et tous autres usages et provenant soit du réseau de distribution publique d'énergie électrique soit de générateurs ou centrales électrogènes privés ;

En sa séance du 28 décembre 1977,

Adopte :

Article 1er.— Le montant de la taxe sur l'énergie électrique provenant du réseau de distribution publique, fixé à 1 fr KW/H consommé par l'article 2 de la délibération susvisée est porté à 2 frs KW/H consommé pour compter du 1er janvier 1978.

Art. 2.— Le reste des clauses de la délibération n° 45-73 reste inchangé.

Art. 3.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Papeete, le 28 décembre 1977.

Le maire,
J. VII.

Subdivision des îles du Vent,

le 9 janvier 1978.

Approuvé :

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le chef de subdivision,

J.-J. DELARCE.

SERVICE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

DECISION n° 16 AE du 17 janvier 1978 homologuant le prix de vente au détail des cigarettes et cigares.

Le chef du service des affaires économiques,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération n° 74-2 du 9 janvier 1974 rendue exécutoire par arrêté n° 139 FT du 16 janvier 1974 fixant les taux de droits de consommation applicables aux tabacs lors de leur mise à la consommation sur le territoire ;

Vu la délibération n° 74-5 du 9 janvier 1974 rendue exécutoire par arrêté n° 139 FT du 16 janvier 1974 portant suppression du comptoir général d'achat et de vente des tabacs ;

Vu la délibération n° 74-61 du 30 mai 1974 rendue exécutoire par arrêté n° 2014 AA du 1er juin 1974, modifiant et complétant la délibération n° 74-2 du 9 janvier 1974 susvisée, fixant les taux de droits de consommation applicables aux tabacs ;

Vu l'arrêté n° 2015 AE du 1er juin 1974, approuvé en conseil de gouvernement dans sa séance du 1er juin 1974, déterminant le décompte d'établissement du prix de vente des cigarettes, cigares, cigarillos et tabacs sur le territoire de la Polynésie française, et habilitant le chef du service des affaires économiques à homologuer, sur justifications comptables, tout nouveau prix de vente au détail des marques de cigarettes, cigares, cigarillos et tabacs à la consommation sur le territoire ;

Vu les justifications comptables,

Décide :

Article 1er.— Sont homologués pour compter du 18 janvier 1978, les nouveaux prix de vente au détail, à Tahiti, des cigarettes, cigares ci-après :

Cigarettes :

More filtre, 3.650 FCP les 1.000 unités, soit 73 FCP le paquet ;

Kent box, 3.550 FCP les 1.000 unités, soit 71 FCP le paquet.

Cigares :

Statesman Corona, 45.000 FCP les 1.000 unités, soit 45 FCP le cigare.

Art. 2.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 17 janvier 1978.

L. SAVOIE.

AVIS OFFICIELS

SERVICE DE L'AVIATION CIVILE

ORDONNANCE D'EXPROPRIATION n° 31 du 6 janvier 1978 concernant les parcelles de terres nécessaires aux travaux de construction de l'aérodrome de Apataki (archipel des Tuamotu-Gambier).

Nous, président du tribunal civil de première instance de Papeete,

Vu le décret du 5 novembre 1936 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire ;

Vu l'arrêté n° 3487 AC.DIR.INFRA du 13 juillet 1977 ordonnant une enquête administrative préalable à la déclaration d'utilité publique à la création d'un aérodrome dans l'île de Apataki (archipel des Tuamotu-Gambier) ;

Vu l'arrêté n° 3488 AC.DIR.INFRA du 13 juillet 1977 ordonnant la publication des plans parcellaires des terrains nécessaires à la construction de l'aérodrome de Apataki (archipel des Tuamotu-Gambier) ;

Vu la décision n° 310 AC.DIR.INFRA du 21 novembre 1977 déclarant d'utilité publique les travaux de construction de l'aérodrome de Apataki (archipel des Tuamotu-Gambier) et cessibles immédiatement les parcelles de terres nécessaires à la construction ;

Vu les pièces du dossier, à savoir :

- les certificats d'affichages dans la commune de Apataki (archipel des Tuamotu-Gambier) ;

- le registre de déclarations relatif à l'enquête préalable ;

- le procès-verbal de la commission d'enquête ;

- les plans et l'état parcellaires.

Vu la requête qui précède ;

Attendu que toutes les formalités prescrites par le décret du 5 novembre 1936, susvisées ont été remplies.

Déclarons expropriées pour cause d'utilité publique au profit du territoire les parcelles de terres ci-après désignées nécessaires à la construction de l'aérodrome de Apataki (archipel des Tuamotu-Gambier).

N° de la parcelle	Désignation des terres	Superficie à acquérir	Noms des copropriétaires ou ayants droit présumés
1	Taurauriri	01 ha 71 a 75 ca	Succession Tenati a Fatuma soit Kahuponi a Fatuma-Raiupu a Titautahi-Porotu a Marere-Teganatiau a Panu
2	Motuohua	01 ha 61 a 00 ca	Succession Teuruohiva Naomi a Tugia a Marere-Tehina Philippa a Pou

ORDONNANCE D'EXPROPRIATION n° 32 du 6 janvier 1978 concernant les parcelles de terres nécessaires aux travaux de construction de l'aérodrome de Tatakoto (archipel des Tuamotu-Gambier).

Nous, président du tribunal civil de première instance de Papeete,

Vu le décret du 5 novembre 1936 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire ;

Vu l'arrêté n° 797 AC.DIR.INFRA du 23 février 1977 ordonnant une enquête administrative préalable à la déclaration d'utilité publique à la création d'un aérodrome dans l'île de Tatakoto (archipel des Tuamotu-Gambier) ;

Vu l'arrêté n° 796 AC.DIR.INFRA du 23 février 1977 ordonnant la publication des plans parcellaires des terrains nécessaires à la construction de l'aérodrome de Tatakoto (archipel des Tuamotu-Gambier) ;

Vu la décision n° 0172 AC.DIR.INFRA du 13 octobre 1977 déclarant d'utilité publique les travaux de construction de l'aérodrome de Tatakoto (archipel des Tuamotu-

Gambier) et cessibles immédiatement les parcelles de terres nécessaires à la construction ;

Vu les pièces du dossier, à savoir :

- les certificats d'affichages dans la commune de Tatakoto (archipel des Tuamotu-Gambier) ;

- le registre de déclarations relatif à l'enquête préalable ;

- le procès-verbal de la commission d'enquête ;

- les plans et l'état parcellaires.

Vu la requête qui précède ;

Attendu que toutes les formalités prescrites par le décret du 5 novembre 1936, susvisées ont été remplies.

Déclarons expropriées pour cause d'utilité publique au profit du territoire les parcelles de terres nécessaires aux travaux de construction de l'aérodrome de Tatakoto (archipel des Tuamotu-Gambier), et envoyons celui-ci en possession des parcelles telles qu'elles sont désignées au tableau ci-après, à charge par lui de se conformer aux dispositions des articles 46, 47 et 48 du décret du 5 novembre 1936.

N° de la parcelle	Superficie à acquérir	Désignation des terres	Noms des copropriétaires ou ayants droit présumés
619	01 a 02 ca	Teviriokaha	Succession Teua Parepare
620	08 a 20 ca	Teviriokaha	Succession Teata Parepare
622	29 a 48 ca	Teviriokaha	Succession Mokio Rimoto
649	32 ca	Teviriokaha	Succession Pou Tuarairoa
650	19 a 53 ca	Teviriokaha	Succession Nui Touhora
651	18 a 30 ca	Teviriokaha	Succession Hono Kura Maitupava
652	68 a 53 ca	Tehakari	Succession Tekurarere Tuaora
653	09 a 45 ca	Teviriokaha	Succession Marianne Tehetu Tuaora
654	10 a 42 ca	Tokaverevere	Succession Iona Moeo
655	18 a 02 ca	Kamutotio	Succession Tanevanuku Jean Ipu
656	26 a 19 ca	Tehakari	Succession Teariki Tukihiti
657	04 a	Kamutotio	Succession Taitua Tuaora
684	05 a	Kamutotio	Succession Tefau Tupuohe
685	36 a 65 ca	Gapiupiu	Succession Rino Tenukuteve
686	12 a 48 ca	Gapiupiu	Succession Temere Temauri
687	09 a 43 ca	Gapiupiu	Succession Temere Temauri
688	54 a 73 ca	Gapiupiu	Succession Tuhiata Tagaroa
689	48 a 12 ca	Gapiupiu	Succession Mapu Tagaroa
690	03 a 50 ca	Kamutotio	Succession Emmanuel Tepiki
690 bis	01 a 81 ca	Kamutotio	Succession Teurumere Timiona
691	11 a 87 ca	Kamutotio	Succession Hélène Gori
694	22 a 52 ca	Kamutotio	Succession Tanetikarua Tohutika
695	44 a 28 ca	Gapiupiu	Succession Teariki Taora
696	50 a 80 ca	Gapiupiu	Succession Teua Parepare
697	28 a 38 ca	Gapiupiu	Succession Tehina Tuhoe
698	47 a 23 ca	Gapiupiu	Succession Tuarairoa Manavarere
699	03 a 68 ca	Kamutotio	Succession Daniel Mapu
700	21 a 12 ca	Kamutotio	Succession Taitua Tuaora
701	29 a 78 ca	Kamutotio	Succession Tagia Tuaora
776	40 a 83 ca	Kamutotio	Succession Terika Tarena
780	03 a 22 ca	Kotukotuko	Succession Brigitte Temaki
781	31 a 78 ca	Kotukotuko	Succession Pokara Tahuka
782	12 a 50 ca	Kotukotuko	Succession Pakomio Tehiva
783	28 a 86 ca	Kotukotuko	Succession Maro Teohiro
784	29 a 88 ca	Kotukotuko	Succession Iona Moeo
785	1 ha 15 a 77 ca	Kotukotuko	Succession Porotu Tagata
786	37 a 91 ca	Kotukotuko	Succession Teroki Pahoa
930	09 a 65 ca	Penugatata	Succession Kavekura Keraravaru
931	08 a 02 ca	Penugatata	Succession Teata Kavekura
932	51 a 72 ca	Tugatakarikatika	Succession Javelot Auguste Joseph Tane
933	05 a 10 ca	Tirumi	Succession Teua Mahaga
934	22 a 19 ca	Penugatata	Succession Hélène Gori
935	02 a 04 ca	Tirumi	Succession Toma Taurau
954	01 a 98 ca	Tetukugahiri	Succession Rata Kaoko
955	37 ca	Tetukugahiri	Succession Maruea Rata
956	53 a 82 ca	Teviripuka	Succession Pou Tuarairoa
957	40 a 19 ca	Teviripuka	Succession Unuhia Pokara
959	09 a 12 ca	Teviripuka	Succession Teua Parepare
960	08 a 82 ca	Teviripuka	Succession Teata Parepare
961	06 a 93 ca	Teviripuka	Succession Gatoro Parepare
962	15 a 58 ca	Teviripuka	Succession Turoro Parepare
963	34 a 32 ca	Teviripuka	Succession Teata Parepare
964	52 a 98 ca	Teviripuka	Succession Pakomio Karo
965	26 a 67 ca	Teviripuka	Succession Gahina Kanaea
966	07 a 42 ca	Teviripuka	Succession Teua Tuaora
967	07 a 29 ca	Teviripuka	Succession Tekurarere Tuaora
968	07 a 56 ca	Teviripuka	Succession Tagia Tuaora
969	07 a 29 ca	Teviripuka	Succession Tehuru Tuaora
970	07 a 70 ca	Teviripuka	Succession Tehetu Marianne Tuaora
971	07 a 56 ca	Teviripuka	Succession Atanua Tuaora
972	07 a 29 ca	Teviripuka	Succession Mapuhia Tuaora
973	07 a 15 ca	Teviripuka	Succession Taitua Tuaora
974	07 a 01 ca	Teviripuka	Succession Mahinui Tuaora
975	03 a 48 ca	Tahukaa	Succession Tukua Teahio

Références cadastrales	Superficie à acquérir	Désignation des terres	Noms des copropriétaires ou ayants droit présumés
976	04 a 65 ca	Tahukaa	Succession Teheiga Teahia
979	18 a 49 ca	Tahukaa	Succession Frédéric Tefau
980	50 a 63 ca	Teviripuka	Succession Tahuka Pokara
981	50 a 34 ca	Teviripuka	Succession Gahina Kanaea
982	30 a 43 ca	Tepinake	Succession Toma Taurau
983	31 a 39 ca	Tepinake	Succession Théodore Temahu
984	14 a	Tepahorega	Succession Laurent Pogniti
985	16 a 41 ca	Tefanaugaohina	Succession Paul Tuaka
986	19 a 50 ca	Tirumi	Succession Pehia Tefau
987	08 a 44 ca	Tirumi	Succession Maria Tefau
988	26 a 44 ca	Tefanaugaohina	Succession Laurent Pogniti
989	14 a 76 ca	Tefanaugaohina	Succession Pou Tefau
990	12 a 76 ca	Tefanaugaohina	Succession Hélène Gori
991	26 a 18 ca	Tefanaugaohina	Succession Tagihia Pokara
992	1 ha 25 a 12 ca	Tefanaugaohina	Succession Maria Tekura
993	16 a 74 ca	Tepahorega	Succession Matamata Tetira
994	05 a 70 ca	Tepahorega	Succession Teahio Aloys
995	21 a 28 ca	Tepahorega	Succession Teahio Puniava
996	11 a 25 ca	Tepahorega	Succession Porotu Tagata
997	03 a 23 ca	Tepahorega	Succession Nui Mahagariki
998	14 a 20 ca	Tepahorega	Succession Teufi Hirario
999	13 a 01 ca	Tepahorega	Succession Taneti Karoa Tohutika
1000	24 a 38 ca	Tepahorega	Succession Herako Salome
1001	05 a 29 ca	Tepahorega	Succession Pierre Tehou
1002	18 a 08 ca	Tepahorega	Succession Kuratae Rua
1003	18 a 95 ca	Tepahorega	Succession Porotu Tetohu
1004	07 a 25 ca	Tepahorega	Succession Mapu Tagaroa
1005	03 a 12 ca	Tepahorega	Succession Pou Tuarairoa
1006	07 a 39 ca	Tepahorega	Succession Toma Taurau
1007	17 a 14 ca	Temutuga	Succession Tanevanuku Ipu
1008	22 a 95 ca	Tepahorega	Succession Tufariaua Tuarairoa
1022	00 a 22 ca	Paparagi	Succession Tanetikarua Tohutika
1023	00 a 54 ca	Paparagi	Succession Taora Teariki
1024	04 a 14 ca	Paparagi	Succession Pou Tuarairoa
1025	11 a 74 ca	Paparagi	Succession Kuraigo Tagarao
1026	10 a 94 ca	Paparagi	Succession Rata Terupe
1027	12 a 64 ca	Paparagi	Succession Marie Unu
1028	05 a 44 ca	Paparagi	Succession Mapuhia Tuaora
1029	05 a 44 ca	Paparagi	Succession Marianne Tehetu Tuaora
1020	24 a 08 ca	Temutuga	Succession Javelot Auguste Joseph Tane
1030	02 a 21 ca	Tepahorega	Succession Teua Parepare
1031	03 a 77 ca	Temutuga	Succession Ruita Taurau
1032	04 a 05 ca	Tepahorega	Succession Turoro Parepare
1033	10 a 50 ca	Temutuga	Succession Tegarutuavaru Tehina
1034	01 a 36 ca	Temutuga	Succession Teua Parepare
1035	02 a 31 ca	Temutuga	Succession Maroturia Temahu
1036	09 a 03 ca	Temutuga	Succession Tuakarahia Rua
1037	23 a 60 ca	Temutuga	Succession Tugarue Tehina
1038	09 a 90 ca	Temutuga	Succession Tuakaneva Tehina
1039	06 a 29 ca	Temutuga	Succession Taora Teariki
1040	12 a 71 ca	Temutuga	Succession Teua Parepare
1041	15 a 21 ca	Temutuga	Succession Teata Parepare
1042	07 a 30 ca	Temutuga	Succession Turoro Parepare
1043	20 a 80 ca	Temutuga	Succession Maria Tefau
1044	41 a 58 ca	Temutuga	Succession Titoo Maruea
1045	28 a 44 ca	Temutuga	Succession Pahoa Taurau

SERVICE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

Prix des matériaux de construction constatés
par la Commission d'Officialisation des prix industriels
4e trimestre 1977.

Les prix moyens de vente au détail suivants ont été constatés :

Désignation des matériaux	Unité	Prix à l'unité
— Ciment CPA 325	Tonne	9.660
— Agrégats concassés 3/8, 5/15	M3	1.450
— Sable 0/2	M3	1.250
— Essence	Litre	30
— Gaz oil	Litre	15,30
— Bitume naturel	Tonne	34.500
— Cartouche standard de dynamite gomme A	Kg	385
— Fer à béton (acier Tor diamètre 8 mm)	Kg	51,04
— Poutrelles métalliques		
- cornières L 40x40x4	Kg	55,60
- profilés creux 80x40x3,2	Kg	57,67
- IPN 120	Kg	50,23
— Profilé aluminium :		
- cornières L 40 x 40 anodisé 15 microns	Ml	320,50
- profilés 100 x 50 anodisé 15 microns	Ml	1.227
— Tôles nervurées acier galvanisé 75/100 prélaquées (1 face 25 microns et sous-face primaire 5 microns)	M2	802
— Tôles nervurées acier galvanisé 63/100	M2	408,79
— Tôles plates acier galvanisé 15/10	M2	853
— Paumelles de 110 à bouts ronds (3 trous pour visserie - électrozinguée)	U	36,50
— Tôles 50/100 avec revêtement asphalte auto-protégé (genre dé-cramastic)	M2	933
— Bardeaux asphaltés norme NFP 39301 (4 kg/m2)	M2	526
— Bois sapin Douglas non traité 2" x 3"	Pied carré	48
— Bois sapin Douglas non traité 4" x 8"	Pied carré	48,18
— Contreplaqué 12 mm ou 1/2 okoumé, qualité extérieure (C.-T.B.X.)	M2	706,68
— Tuyaux PVC "série adduction" diamètre 40	Ml	83,55
— Tuyaux PVC "série adduction" diamètre 80	Ml	140,50
— Tuyaux PVC "série adduction" diamètre 100	Ml	236,21
— Tuyaux acier galvanisé 3/4" soudé, lisse, pour adduction d'eau (série extra légère) diamètre extérieur 22 mm épaisseur 1,25 mm	Ml	130,30

Désignation des matériaux	Unité	Prix à l'unité
— Tuyaux cuivre 10/12 mm	Ml	155
— Tuyaux amiante ciment (type assainissement) diamètre 150 à emboîtement	Ml	538
— Tuyaux amiante-ciment (série adduction) classe 20 DN 150 (longueur 4 m)	Ml	1.166
— Robinet-vanne rond à brides DN 150, pression de service 10 bars avec volant de commande à entraînement direct, sans by-pass, fermeture sens inverse horloge	U	16.226,5
— Verre à vitre clair épaisseur 5 mm (4,8/5,2)	M2	1.917
— Verre à vitre teinté gris, épaisseur 5 mm (4,8/5,2)	M2	2.463
— Bitume pour étanchéité	Kg	99
— Feutre bitumineux 36 S (norme NFP 84302)	M2	55
— Lavabo 50/60 en grès-porcelaine blanc sur console perçage 1 trou sans accessoire	U	5.327,5
— Robinet de puisage en laiton 1/2"	U	242,50
— Carrelage grès-cérame 10 x 10 uni (épaisseur 6 mm 1er choix)	M2	1.525
— Carrelage faïence 15 x 15 blanc	M2	1.108
— Dalle thermoplastique 30 x 30 - épaisseur 2,5 mm (classement U3 P3 E2-C2)	M2	588,75
— Câble électrique aluminium 2,5 mm2 de section	Ml	75
— Tube fluo 40 W - 1,20 m longueur	U	290
— Ampoule 75 W à emboîtement	U	60
— Peinture glycérophthalique (blanc)	Kg	360,78
— Peinture vinylique (blanc)	Kg	194,17
— Vernis pour bois (type insecticide, fongicide coloré genre "BondeX")	Kg	408,33
— Electricité 1ère tranche 0 à 50 Kw/heure usage domestique	Kwh	13,80
— SMIG à compter du 1er octobre 1977	Heure	101

1 m3 de bois = 438 pied carré.

Fer à béton (acier Tor diamètre 8 mm) 1 mètre linéaire = 0,395 kg

Cornières L 40 x 40 x 4 1 mètre linéaire = 2,4 kg

Profilés creux 80 x 40 x 3,2 1 mètre linéaire = 5,710 kg

IPN 120 1 mètre linéaire = 10,400 kg

SERVICE DE L'AMENAGEMENT ET DE L'URBANISME

COMMUNIQUE OFFICIEL

Le chef du service de l'aménagement et de l'urbanisme informe qu'une demande d'autorisation de lotir a été déposée au service de l'aménagement et de l'urbanisme concernant le lotissement en 8 lots par M. Yves Jarsaillon d'une partie de la terre "Tepohue", sise dans la section de Haapiti (commune de Moorea-Maiao), et appartenant à M. Lai Mak Wah.

F. DUPUY.

ENQUETE
" de commodo et incommodo "

AVIS N° 78-2 AU.

Conformément aux dispositions de la délibération de l'assemblée territoriale de la Polynésie française n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code d'aménagement du territoire, sur une demande formulée par M. Alexandre Lehartel, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer une discothèque avec dancing et équipée d'une console à 2 platines avec 2 amplificateurs de 180 watts et 4 haut-parleurs de 100 watts chacun, dans les locaux du restaurant-bar " Vahine Moena " sis à Papara, P.K. 36,700 côté mer, une enquête de commodo et incommodo est ouverte à compter du 10 février 1978 jusqu'au 24 février 1978 inclus.

M. Marcel Cadousteau, contrôleur d'urbanisme est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur : le dossier pourra être consulté auprès de lui et il recueillera tous les avis, observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête (service de l'aménagement et de l'urbanisme, immeuble administratif, rue du commandant Destremeau à Papeete, tel. 2.46.50).

Papeete, le 20 janvier 1978.

Le haut-commissaire et par délégation :

*Le chef du service de l'aménagement
et de l'urbanisme,
F. DUPUY.*

ENQUETE
" de commodo et incommodo "

AVIS N° 78-1 AU.

Conformément aux dispositions de la délibération de l'assemblée territoriale de la Polynésie française n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code d'aménagement du territoire, sur une demande formulée par la S.A. Brasserie de Tahiti en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un groupe électrogène de 8 KVA (refroidissement à air, 1800 tr/mn) de marque SOAEO et d'une fabrique de glace de 5.000 frigories/heures, dans la section de Teavaro lieu dit Vaiare de la commune de Moorea-Maiao sur le lot 1 de la terre Te-oneroa une enquête de commodo et incommodo est ouverte à compter du 10 février 1978 jusqu'au 24 février 1978 inclus.

M. Ellacott William, contrôleur d'urbanisme est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur : le dossier pourra être consulté auprès de lui et il recueillera tous les avis, observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête (Service de l'aménagement et de l'urbanisme, immeuble administratif, rue du commandant Destremeau à Papeete. tél. 2.46.50).

Papeete, le 23 janvier 1978.

Pour le haut-commissaire et par délégation :

*Le chef du service de l'aménagement
et de l'urbanisme,
F. DUPUY.*

ENQUETE
" de commodo et incommodo "

AVIS N° 78-4 AU.

Conformément aux dispositions de la délibération de l'assemblée territoriale de la Polynésie française n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code d'aménagement du territoire, sur une demande formulée par M. Leegnie Ly Sao en vue d'obtenir l'autorisation d'installer une porcherie abritant 3 verrats, 30 truies et 400 porcelets environ dans la section de Papenoo P.K. 15 de la commune de Hitiaa O Te Ra sur une parcelle de la terre " Tehimatau " à 2,500 KM de la route de ceinture dans la vallée de Faaripo, une enquête de commodo et incommodo est ouverte à compter du 10 février 1978 jusqu'au 11 mars 1978.

M. Philippe Raust, docteur vétérinaire de l'économie rurale est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur : le dossier pourra être consulté auprès de lui et il recueillera tous les avis, observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête (service de l'économie rurale, section élevage Pirae Tél. 2.81.47).

Papeete, le 23 janvier 1978.

Le haut-commissaire et par délégation :

*Le chef du service de l'aménagement
et de l'urbanisme,
F. DUPUY.*

ENQUETE
" de commodo et incommodo "

AVIS N° 77-106 AU

Conformément aux dispositions de la délibération de l'assemblée territoriale de la Polynésie française n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code d'aménagement du territoire, sur une demande formulée par M. Emile Claret en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un groupe électrogène Lister de 6 KVA, refroidissement à eau, tournant à 650 tr/mn sur le lot 1 de la terre " Otuaiai " sise à Tiarei P.K. 22,500 côté mer, dans la commune de Hitiaa O Te Ra, une enquête de commodo et incommodo est ouverte à compter du 10 février 1978 jusqu'au 24 février 1978.

M. Marcel Cadousteau, contrôleur d'urbanisme est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur : le dossier pourra être consulté auprès de lui et il recueillera tous les avis, observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête (service de l'aménagement et de l'urbanisme, immeuble administratif, rue du Commandant Destremeau à Papeete, tél. 2.46.50).

Papeete, le 11 janvier 1978.

Pour le haut-commissaire et par délégation :

*Le secrétaire général et par délégation :
Le chef du service de l'aménagement
et de l'urbanisme,
F. DUPUY.*

SERVICE DES DOUANES

COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane

(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961).

PAYS	DEVICES	COURS EN FRS. PACIF.
ETATS-UNIS.....	1 dollar U.S.A.	86, 02
CANADA.....	1 dollar canadien	77, 79
ALLEMAGNE OCCIDENTALE.	1 deutsch mark	40, 62
AUTRICHE.....	1 schilling	5, 66
BELGIQUE.....	1 franc belge	2, 61
DANEMARK.....	1 couronne danoise	14, 93
GRANDE-BRETAGNE.....	1 Livre sterling	166, 79
ITALIE.....	100 liras	9, 87
NORVEGE.....	1 couronne norvég.	16, 69
PAYS-BAS.....	1 florin	37, 93
PORTUGAL.....	1 escudo	2, 14
SUEDE.....	1 couronne suéd.	18, 48
SUISSE.....	1 franc suisse	43, 07
AUSTRALIE.....	1 dollar	98, 19
NOUVELLE-ZELANDE.....	1 dollar	88, 15
HONG-KONG.....	1 dollar	18, 66
JAPON.....	100 yens	35, 64
ESPAGNE.....	1 peseta	1, 06
SINGAPOUR.....	1 dollar	37, 86

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES

CONSEIL D'ARBITRAGE DE LA
POLYNESIE FRANÇAISE
SEANCE DU 2 DECEMBRE 1977

L'an mil neuf cent soixante dix-sept et le deux décembre à huit heures, s'est réuni au palais de justice de Papeete le Conseil d'Arbitrage des conflits du travail de la Polynésie Française, composé de :

- M. Joseph COMBES, vice-président du tribunal supérieur d'appel, président ;

- Paul YEOU dit Shi Shong,

- et Robert SALVANAYAGAM,
membres désignés par arrêté n° 3761 TLS du 29 juillet 1977,

- M. Warren DEXTER, greffier,
pour statuer sur les différends collectifs du travail opposant :

- La Fédération des Syndicats de Polynésie Française,
représentée par Joël HART, d'une part ;

- La Direction de l'Hôtel TAHARAA, représentée par
Me GIRARD, avocat-défenseur à Papeete, d'autre part ;

LE CONSEIL D'ARBITRAGE

Vu les articles 216 et suivants du code du travail ;

Vu l'opposition formulée le 26 juillet 1977 par la Fédé-

ration des Syndicats à la recommandation de l'expert relative au conflit collectif de travail de l'hôtel Taharaa, ensemble la lettre du 1er août 1977 de Monsieur l'Inspecteur du Travail et des Lois sociales saisissant de ce litige le Conseil d'Arbitrage ;

Vu le rapport du Juge rapporteur ;

Où les explications de Joël HART, représentant de la Fédération des Syndicats de GAZOTTI, Directeur de l'hôtel Taharaa, et les conclusions de Me GIRARD, conseil de l'Hôtel Taharaa ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Attendu que la Fédération des Syndicats reproche au Directeur de l'Hôtel Taharaa d'une part, en ce qui concerne les classifications professionnelles, de ne pas porter mention de celles-ci sur les bulletins de salaire de ses employés, d'avoir effectué des classifications défectueuses et enfin, par l'application stricte des règles de classification déterminées par la Commission mixte paritaire de l'industrie hôtelière le 15 juin 1976, d'avoir porté préjudice à certains de ses employés pour lesquels la classification antérieure résultant de l'arrêté du 12 Mars 1974 était plus avantageuse, d'autre part, en ce qui concerne le local des délégués du personnel, de refuser de fournir un local permanent pour ces derniers ;

Attendu, selon le Directeur de l'Hôtel Taharaa, sur le premier point, qu'une mention des classifications professionnelles n'a pas été portée à l'origine sur les bulletins de salaire des employés cela a été fait ultérieurement, qu'en outre chaque employé avait personnellement reçu notification de sa classification et qu'en fait aucun employé de l'hôtel n'a adressé de réclamation à ce sujet ; sur le second point : qu'un local permanent destiné aux délégués du personnel va être aménagé et meublé très prochainement et cela au plus tard en février 1979 et que d'ici là un local temporaire sera mis à la disposition des délégués lorsqu'ils en feront la demande comme cela a toujours été fait jusqu'à ce jour ;

Attendu, sur les classifications professionnelles, en ce qui concerne les réclamations individuelles, que l'expert a justement préconisé qu'elles soient adressées au Directeur de l'hôtel compétent pour y donner suite ; En ce qui concerne les règles de classifications fixées par la Commission Mixte Paritaire le 15 juin 1976 que cette nouvelle classification n'a pu avoir pour effet de porter préjudice aux employés de l'hôtel dont la situation était plus avantageuse sous le régime de l'arrêté du 12 Mars 1974 et que les droits acquis doivent être sauvegardés ;

Attendu, sur le local, qu'il convient de donner acte au Directeur de l'hôtel Taharaa de son engagement de fournir un local permanent avec le mobilier pour permettre aux délégués du personnel de se réunir et de l'inviter à le fournir le plus rapidement possible et, en attendant, à continuer de mettre à la disposition de ces derniers un local temporaire chaque fois qu'ils en auront besoin ;

PAR CES MOTIFS

Confirme la recommandation de l'expert en ce qui concerne les réclamations individuelles ;

Dit que les classifications professionnelles fixées par la Commission Mixte Paritaire de l'Industrie hôtelière le 15 juin 1976 n'ont pu avoir pour effet de porter préjudice aux employés dont la situation était plus avantageuse sous le régime des classifications résultant de l'arrêté du 12 Mars 1974 ;

Donne acte au Directeur de l'hôtel Taharaa de son engagement de mettre à la disposition des délégués du

personnel un local permanent et son mobilier en Février 1979 au plus tard et l'invite à fournir ce local le plus rapidement possible et en attendant à leur fournir un local temporaire chaque fois qu'ils en auront besoin.

Ainsi jugé en audience publique les jour, mois et an que dessus.

En foi de quoi la minute a été signée par M. le Président et le greffier.

Signé : J. COMBES - W. DEXTER.

Pour expédition certifiée conforme :

Le greffier,
W. DEXTER.

ANNONCES LEGALES

CESSION DE FONDS DE COMMERCE

Deuxième Insertion

Suivant acte sous seing privé en date à PAPEETE du 23 Décembre 1977, enregistré à PAPEETE le 23 Décembre 1977 Folio 37, Bord. 1004/33, Madame Kui Yn Augustine SHAN SEI FAN a vendu à Madame Louise PALACZ née SHAN SEI FAN, employée de commerce, un fonds de commerce de "couture et négociant" exploité sous le nom de "BOUTIQUE AUGUSTINE" à PAPEETE, rue des Ecoles, moyennant le prix de UN MILLION TRENTE MILLE Francs.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites, à peine de forclusion, dans les dix jours de la présente et seconde insertion au siège du fonds vendu où domicile a été élu à cet effet.

Pour seconde insertion :
L'acquéreur.

Première Insertion

Suivant acte sous seing privé en date à Papeete du 2 Janvier 1978, enregistré à Papeete, le 4 Janvier 1978 F° 38, Bord. 1049/9,

Monsieur François YAZOT demeurant à Papeete, a vendu à Madame Julienne WONGUE épouse YAZOT, le fonds de commerce de Négociant, exploité à Papeete, angle des rues Cardella et Maréchal Foch.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites dans les dix jours de la seconde insertion et seront reçues au siège du fonds vendu où domicile a été élu.

Pour Première Insertion :
Mme Julienne WONGUE épouse YAZOT.

Première Insertion

Suivant acte sous seing privé en date à Papeete du 2 Janvier 1978, enregistré à Papeete, le 4 Janvier 1978 F° 38, Bord. 1049/8,

Monsieur Alexandre SIU, commerçant, demeurant à Papeete, a vendu à Monsieur Alain SIU, le fonds de commerce de fabricant de produits de nettoyage, exploité à Papeete, avenue Georges Bambridge.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites dans les dix jours de la seconde insertion et seront reçues au siège du fonds vendu où domicile a été élu.

Pour Première Insertion :
Alain SIU.

Suivant acte sous signatures privées en date à PAPEETE du 18 janvier 1978 portant la mention "Enregistré à PAPEETE le 19 janvier 1978, bordereau 1122/1, folio 41," Monsieur Auguste Alphonse HELLEMONT et Madame Gisèle BONNO, demeurant ensemble à PAPEETE ont cédé à Monsieur Paul Henere FAEHAU, matelassier-bourrelier, et Madame Maoe Adèle RICHMOND, son épouse demeurant ensemble à PUNAAUIA, P.K. 17,400, côté montagne,

Un fonds de commerce de matelassier-bourrelier, sis et exploité à PAPEETE, Avenue du Chef Vairaatoa, et pour lequel Monsieur HELLEMONT est inscrit au Registre de Commerce de Papeete sous le numéro 288 A, moyennant un prix payé comptant et quittancé à l'acte.

La prise de possession a été fixée au 1er janvier 1978.

Les oppositions, s'il y a lieu seront reçues dans les dix jours de la dernière publication chez L. RABU, Conseiller Juridique, demeurant à PAPEETE, rue Dumont D'Urville.

Pour première insertion :
L. RABU.

Etude de Me R.E. BAMBRIDGE Avocat-Défenseur PAPEETE

D'un jugement rendu contradictoirement par le tribunal civil de première instance de PAPEETE le 21 SEPTEMBRE 1977, enregistré et signifié ;

ENTRE : dame Jacinthe ALVES demeurant Rue des Poilus Tahitiens PAPEETE, pour lequel domicile est élu à Papeete en l'étude de Me BAMBRIDGE avocat ;

ET : Gilles MAITERE, employé au Port Autonome à PAPEETE ;

Il appert que le divorce d'entre les époux ALVES - MAITERE a été prononcé aux torts exclusifs du mari.

Pour extrait :
R.E. BAMBRIDGE.

Etude de Me R.E. BAMBRIDGE Avocat-Défenseur - Papeete

Monsieur Marc JAVANAUD, commerçant, et son épouse, née Christiane BIONAZ secrétaire-comptable, demeurant ensemble à SUPER-MAHINA, lotissement DAT-CHARRY, ont adopté le régime de la séparation de biens, qu'ils ont convenu de choisir selon acte reçu en l'étude de Maître Marcel LEJEUNE, notaire à PAPEETE, le 13 janvier 1978, et dont ils ont demandé l'homologation devant le tribunal civil de première instance de PAPEETE, par requête en date du 25 janvier 1978.

Pour extrait :
R.E. BAMBRIDGE.

Etude de Me R.E. BAMBRIDGE

Le Tribunal civil de première Instance de Papeete, par jugement rendu le 2 Novembre 1977 a homologué l'acte authentique reçu par Me SOLARI, notaire à PAPEETE, le 4 Juillet 1977 aux termes duquel M. Valentin TEAVE et Mme Antonina MAREAURIA ont déclaré renoncer au régime de la communauté légale qui était le leur pour adopter le régime de la séparation de biens, tel qu'il est établi par les articles 1536 à 1541 du Code Civil.

Pour Insertion :
Pour Me R.E. BAMBRIDGE.
R. DAUPHIN.

SOCIETE YEUNG ET Cie
SOCIETE EN NOM COLLECTIF
Siège Social : PAPEETE

DISSOLUTION

D'un acte sous seing privé en date à Papeete du 31 décembre 1977, enregistré à Papeete le 4 janvier 1978, F° 38, Bord. 1049/7.

Il appert que :

Monieur YEUNG THIN SOI Ky Yeung gérant de Société, demeurant à PAPEETE,

Et Madame LIU SANG You Sa Siou Leing, associée, demeurant à Papeete.

Seuls membres de la Société en Nom Collectif " YEUNG et Cie " ayant son siège à Papeete, rue du Commandant Chessé.

Ont déclaré dissoudre purement et simplement, à compter du 31 décembre 1977, la Société en Nom Collectif, constituée entre eux sous la raison sociale " YEUNG et Cie " suivant acte sous seing privé en date à Papeete du 21 Février 1977, enregistré à Papeete le 24 février 1977, F° 84, Bord. 2322/14, et publié conformément à la loi.

La liquidation sera faite, par Monsieur YEUNG THIN SOI Ky Yeung, qui aura les pouvoirs les plus étendus à cet effet.

Deux originaux dudit acte de dissolution seront déposés au greffe du Tribunal de Commerce de Papeete.

Le Gérant,
M. YEUNG THIN SOI Ky Yeung.

ANNONCES DIVERSES

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE
PUBLIQUE DE HAAPITI

EXTRAITS DE STATUTS :

Il est créé dans la commune de Moorea-Maiao une association de parents d'élèves de l'école publique de Haapiti. Elle a son siège à Haapiti. Elle a pour but de permettre aux parents d'élèves de l'école de Haapiti de veiller à la défense des intérêts matériels et moraux de l'école laïque, de représenter les parents auprès des pouvoirs publics, etc..

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: M. CAVALLIN Robert
Secrétaire	: M. MAHE Michel
Trésorier	: M. SMITH Mataigno.

Récépissé n° 6604 AA du 12 décembre 1977.

AMICALE DES DOUANES DE POLYNESIE FRANÇAISE
" TE AITO ROO HEHEU "

EXTRAITS DE STATUTS

Il est créé à PAPEETE une association dite " Amicale des Douanes de Polynésie Française " - (TE AITO ROO HEHEU) - dont le siège est établi à la Direction du Service des Douanes, sis à MOTU-UTA - PAPEETE.

L'association a pour but de rapprocher tous les agents des Douanes en activité ou en retraite et leur famille, dans le cadre d'Activités Sportives, Culturelles ou de Loisirs.

Elle s'interdit toute discussion et manifestation présentant un caractère politique ou religieux.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: BRUN Maurice
Secrétaire	: BUILLARD Albert
Secrétaire-Adjoint	: DAUPHIN Wilfrid
Trésorière	: HANQUIEZ Léone
Trésorier-Adjoint	: WINCHESTER Pierre
Responsables sportifs et culturels	: FOSTER Tefakahira CUMMINGS Léon

Récépissé n° 2087 AA du 11 janvier 1978.

SYNDICAT DES TRAVAILLEURS DES POSTES ET
TELECOMMUNICATIONS

COMPOSITION BUREAU 1978

Président	: CHAVEZ Léwis
Vice Président	: DEGAGE Sylvain
Secrétaire Principal	: GOODING Gilles
Secrétaire Adjoint	: COEROLI Marie
Trésorier	: MAPUNA Clément
Commissaires aux comptes	: THUNOT Yves et CADOUSTE TEAU Germaine

Membres assesseurs : CADOUSTE Stanislas, DROLLET Isabelle, REID Charles, TANGUY Robert, TAUF Jean Charles, TAUHIRO Teriimana, TEHEI Edwige, TEHEI Pierre, THIREL Michèle.

GROUPEMENT POLYNESIEN D'EDUCATION
NOUVELLE

Extraits de statuts

Il est constitué une Association dite " Groupe Polynésien d'Education Nouvelle " (GPEN) dont le siège est à

Papeete, immeuble de la Fédération des Oeuvres Laïques, rue Octave Moreau - B.P. 341. Sa durée est illimitée. Cette association est affiliée à la Fédération des Oeuvres Laïques de Polynésie Française. Elle a pour buts : de faire connaître les problèmes éducatifs en Polynésie, de favoriser la concertation entre tous les éducateurs, sans hiérarchie, etc...

COMPOSITION DE BUREAU :

Président : M. DOUDOUTE Yves
Secrétaire : M. LARRACHE Jean
Trésorière : Mme ENKAOUA Marguerite.

Récépissé n° 6654 AA du 15 décembre 1977.

Association "KING WUN TAI CHI CHUAN CLUB"

Extraits de Statuts.

Il est fondé une association dite "KING WUN TAI CHI CHUAN CLUB", régie par la loi du 1er juillet 1901 et qui a pour buts :

- de regrouper tous les pratiquants de Tai Chi Chuan, méthode chinoise de santé et de culture physique,
- de développer leur santé physique et morale,
- de promouvoir un esprit d'amitié et de solidarité,
- de créer des échanges avec d'autres associations, locales ou étrangères, dans le domaine sportif et culturel.

Elle a son siège à l'école Koo Men Tong, BP 182, Rue du Maréchal Foch à Papeete.

Composition du Conseil d'Administration :

Présidente fondatrice : Mme M. King Wun CHANG
Vice-Président : M. Pierre CHANFOUR
Vice-Présidente : Mlle LEE SIOU YUNE Rose
Secrétaire : Mme Ida WONG
Secrétaire-Adjointe : Mme Elisabeth PENANHOAT
Trésorier : M. Ernest AH CHONG
Trésorière-Adjointe : Mme Francine YOUNGUE
Chargés de relations extérieures : M. Guy YEUNG
Mme Nicole LESQUIER
Mme Jeannette LOU.

Récépissé n° 2201 AA du 19 janvier 1978.

COOPERATIVE DES TRAVAILLEURS TAHITIENS - POUVANAA A OOPA

CONVOCATION : L'Assemblée générale de la Coopérative des Travailleurs Tahitiens - POUVANAA A OOPA est convoquée pour lundi 27 février 1978 à 08 heures (matin), dans l'immeuble de la Coopérative même, à Papeete (avenue Bruat - boulevard Pomare). A l'ordre du jour : 1/ Compte rendu financier et moral ; 2/ Renouvellement du tiers sortant des membres du Conseil d'administration - comme de la Présidence de la Coopérative, - et des membres de la Commission de contrôle.

Le président-gérant : JB.H. CERAN-JERUSALEM.

RESULTATS DE LA TOMBOLA DE L'A.S. TAMARII NAHITI - TIRAGE EFFECTUE LE 31 DECEMBRE 1977

1er lot	3.000.000	n° 138.823
2e lot	1.000.000	n° 49.345
3e lot	1.000.000	n° 152.628
4e lot	1.000.000	n° 128.228
5e lot	500.000	n° 20.758
6e lot	200.000	n° 142.341
7e lot	100.000	n° 104.481
8e lot	100.000	n° 179.069
9e lot	100.000	n° 89.902
10e lot	100.000	n° 203.345
11e lot	100.000	n° 199.837
12e lot	100.000	n° 150.281
13e lot	100.000	n° 185.671
14e lot	100.000	n° 154.327
15e lot	100.000	n° 89.678
16e lot	100.000	n° 203.259

ASSOCIATION SPORTIVE DE TIAREI

Extraits de statuts.

L'association dite "Association Sportive de Tiarei", fondée le 17 décembre 1977, a pour objet la pratique de l'éducation physique et des sports. Sa durée est illimitée. Elle a son siège à Tiarei P.K. 23,500. Les moyens d'action de l'association sont : la tenue d'assemblées périodiques, la publication d'un bulletin, les séances d'entraînement, les conférences et cours sur les questions sportives et, en général, tous exercices et toutes initiatives propres à la formation physique et morale de la jeunesse.

Composition du Bureau :

Président : PUAITARA Temarama
Vice-Président : MANEA Henri
Secrétaire général : TUIRA Robert
Secrétaire-adjoint : Mme MANEA Françoise
Trésorier général : HUTA Samuel
Trésorier-adjoint : CONDELO Denis
Membres : HOIORE Taarii
TARAAHU Tehahe.

Récépissé n° 6780 AA du 23 décembre 1977.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

Statistiques Douanières

Année 1976.

Prix : 800 francs.

Compte définitif

Année 1974.

Prix : 650 francs.